

MENACES TERRORISTES

Le Sénégal se barricade



Commissaire Tabara Ndiaye : "Le dispositif est renforcé au niveau des frontières"
"Il y a des mesures invisibles qu'on ne peut pas répandre sur la place publique"
"Karangué" et Cico, deux dispositifs pour sécuriser le pays

P. 4

CONTRATS D'EXPLORATION AU SÉNÉGAL

Total répond à Thierno A. Sall



P. 7

DÉLABREMENT IMMEUBLES HLM HANN-MARISTES

Alerte sur une catastrophe imminente



P. 3

MONDIAL 2018

Inquiétudes autour de la blessure de Kara Mbodj



P. 12

ATTENTAT TERRORISTE

Carnage à Ouagadougou

- Le gouvernement annonce un bilan provisoire de 16 morts et plus de 80 blessés



P. 3

PROCÈS EN ARABIE SAOUDITE

Alcali Cissé échappe à la peine de mort

L'ancien député libéral, Alkali Cissé, va finalement échapper à la peine de mort. Le verdict est tombé hier. Il a été condamné, en Arabie saoudite, à une peine de 6 ans d'emprisonnement ferme et à une amende de 1,5 milliard de francs Cfa. Selon ses conseils, l'homme d'affaires sénégalais sortira de prison le 25 septembre 2018, si la caution de 1,5 milliard est versée. Selon son avocat, Me Abdoulaye Tine, le droit international est loin d'être respecté dans son jugement. "Les héritiers d'Aziz qui le poursuivaient ont soulevé de nouvelles inculpations, une chose que ne peut accepter la défense", déclare l'avocat. En conférence de presse hier, le défenseur des Droits de l'homme, Me



Assane Dioma Ndiaye, annonce qu'un recours a été introduit à la Cour d'appel de La Mecque, pour essayer de casser l'amende. Le président de la Ligue sénégalaise des droits humains n'a pas manqué d'inviter l'Etat du Sénégal à

assister l'homme d'affaires qui, selon lui, souffre d'un cancer de la prostate. Sur les ondes de la Rfm, M. Cissé disait "souffrir en prison". "Le docteur m'avait dit que 'chaque trois mois, il faut que tu fasses un contrôle'. Maintenant, il y a de cela un an et 15 jours que je suis là, ni hôpital ni contrôle. Je suis très fatigué. Je remercie à nouveau le président Macky Sall, mais je voudrais encore qu'il fasse quelque chose pour moi. Parce que je suis très fatigué, je suis malade. J'avais fait une opération du cancer de la prostate. Maintenant, je n'ai pas de suivi", se plaignait-il. Relaxé par la justice sénégalaise en 2010, Alkali Cissé sera arrêté et incarcéré au Maroc puis extradé en Arabie saoudite où il est emprisonné depuis 2012. Il est accusé d'avoir escroqué Aly Azzouz, un citoyen saoudien. Ex-député sous les couleurs du Parti démocratique sénégalais (Pds), M. Cissé avait milité au Parti socialiste (Ps), avant la défaite de l'ex-président Abdou Diouf, en mars 2000. ■

COCAINE

Les limiers de la Sûreté urbaine de Dakar ont mis la main sur deux barons de la drogue dure (un ancien Dj et sa femme). Selon nos informations, ils ont été interpellés avec 105 grammes de cocaïne composés de 10 boulettes de cocaïne de 10 grammes chacune, d'une boulette de 5 grammes et de 5 parts d'héroïne. Nos sources de préciser que, depuis un certain temps, les hommes du commissaire El Hadj Dramé ont été informés d'une reprise du trafic de drogue dure dans le secteur de la Médina. Un grand réseau entretenu par un couple qui ravitaille presque tout Dakar (des Almadies au Plateau). Décidés à y mettre fin, après plus d'un mois de renseignements, de planques et de surveillances, un plan a été mûri. La stratégie a payé, car elle a permis

d'interpeller, durant la nuit du 19 au 20 février 2018, suite à un rendez-vous, d'abord à la place de l'indépendance, non loin d'un célèbre restaurant, avec un nommé Ousmane, ancien Dj dans une discothèque dakaroise. Nos informateurs renseignent qu'il été pris au moment de procéder à la livraison de 100 g de cocaïne. Un transport chez lui a permis aux enquêteurs d'alpagner son épouse. Cette dernière a été surprise avec, en sa possession, 5 parts d'héroïne et une boule de cocaïne d'environ 5 g. Ils ont été placés en garde à vue pour association de malfaiteurs, détention de cocaïne et d'héroïne aux fins de trafic, avant d'être déferés au parquet et placés sous mandat de dépôt.

minute dans l'agenda du ministre." Au ministre, nous disons que les rédactions ont aussi leur agenda et une rencontre annulée dans ces conditions occasionnent également moult désagréments. La prochaine fois, veillez au moins à prévenir les gens à l'avance pour qu'ils puissent revoir leur planning. Reconnaissons tout de même que l'administration du ministère de l'Enseignement avait une assez bonne réputation. Mais comme le dit un proverbe wolof, les mauvaises herbes peuvent souvent contaminer les bonnes. Respectueusement !

GREFFIERS

Après leur formation au Centre de formation judiciaire, les 38 greffiers (dont 33 issus du concours direct et 5 professionnels) ont reçu hier leur parchemin des mains du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Le parrain de cette promotion 2017 est le défunt Daniel Etienne Ndiaye (décédé en avril 2017), ancien administrateur des greffiers à la Cour de répression et de l'enrichissement illicite (Crei). Le major de cette année est une femme du nom d'Arame Diop. L'occasion a été saisie par Ismaïla M. Fall pour pousser les récipiendaires à faire preuve d'abnégation au travail, de passion du professionnalisme, de culte de l'excellence, autant d'attributs qu'il leur appartiendra de cultiver pour forger leur caractère au contact d'un métier "intellectuellement" et "moralement" exigeant. "Votre mission principale consistera certes à tenir la plume pour transcrire les débats d'audience, dresser les procès-verbaux et formaliser les décisions du tribunal. Vous ne devrez cependant pas perdre de vue que la conservation des archives de la juridiction vous incombe également. Il y va de la mémoire de la justice. Vous serez souvent le premier interlocuteur que le citoyen rencontrera en pénétrant dans le palais de Justice. Vous devez donc développer une capacité d'accueil et d'orientation que seules confèrent la courtoisie, la compétence et l'intégrité" a dit le ministre.

SERIGNE MBACKÉ NDIAYE

Le président de la Convergence

AVIS D'INEXPERT

PAR JEAN MEÏSSA DIOP

Les moyens de vivre et les raisons de vivre

Pourquoi ne pas revenir sur le sujet, c'est-à-dire celui que nous avons abordé sous le titre "Qui paye un reportage le commande" ("Enquête" n°1994 des 17-11 février 2018) ? Parce que nous en avons reçu des commentaires sur lesquels il serait intéressant de méditer. Nous nous sommes, nous-mêmes, posé bien des questions dont la moindre n'est pas l'attitude des journalistes envoyés par leurs chefs effectuer des reportages dont les frais ont été payés à la caisse de l'organe de presse dont le patron exige que le travail de collecte de l'information soit rétribué. Que devient, d'un point de vue éthique et déontologique, l'information obtenue et traitée dans ces conditions ? Quel sort le patron réserverait-il au reporter qui refuserait d'aller en reportage payé par la personne, l'organisme ou l'Ong qui a demandé la couverture de son activité ?

Les organisations syndicales défenseurs de la liberté de presse et surtout des conditions d'exercice de la profession de journaliste et des intérêts moraux et matériels du reporter devraient, de toute urgence, se pencher sur cette donne instaurée par des patrons de presse sénégalais.

Il est important de souligner les deux interrogations soulevées par le journaliste Hamadou Tidiane Sy, Directeur de l'Ecole supérieure de journalisme, des métiers de l'Internet et de la communication (Ejicom, de Dakar) sur le réseau social Facebook : 1. "Les médias qui s'adonnent à ces pratiques signalent-ils au lecteur/auditeur/télé spectateur que le passage qu'il est en train de suivre est payé ? (Publi-reportage. Il a le droit de savoir. C'est un impératif). 2. N'y a-t-il pas un grand risque que l'information (un service public) ne finisse par n'être qu'une affaire mercantile et que les points de vue d'une bonne frange de la population ne soient plus entendus ? 3. Et le plus inquiétant, n'est-on pas en train de transformer tous les médias et les journalistes en porte-parole des "riches" ? Quelle place laisse-t-on alors au journalisme indépendant dans ce pays ? 4. Et, enfin, n'est-on pas, au nom du profit, en train de tuer ce qui fait la beauté et l'essence même de cette

profession ?"

Les syndicats et les codes d'éthique et de déontologie devraient se sentir concernés par ces interrogations, notamment les deux dernières, en ce que le paradigme instauré par des organes de presse sénégalais ou plutôt leurs patrons attendent à la liberté du journalisme et à conduire sa collecte de l'information et le traitement de cette dernière selon des critères de professionnalisme.

Certains patrons de presse, pour légitimer leur "politique", allèguent ce que nous appelions "l'accès outrancièrement sélectif aux budgets publicité des institutions publiques, aux faveurs aussi illégitimes qu'excessives faites à l'audiovisuel public qui, en plus de bénéficier de subventions à coups de millions et/ou de milliards de francs Cfa par l'Etat, écume le marché de la publicité des secteurs tant public que privé. Un déséquilibre – à moins qu'il faille parler d'inéquité – à corriger pour éviter aux privés la tentation ou l'alternative de s'ouvrir à ceux qui payent l'information."

Il y a aussi que certains de ces patrons de presse qui se font rétribuer les demandes de couverture, veulent couper l'herbe sous les pieds de reporters véreux qui font payer à ceux qui les sollicitent le paiement comptant de leurs prestations. Il nous a été donné l'occasion de découvrir que des reporters monnayaient une demande de couverture. Et le plus grave était que des reporters malfaisants empochaient l'argent sans jamais assurer la couverture médiatique au titre de laquelle ils ont demandé et empoché de l'argent.

Dans cette donne, qui est tout sauf éthique, il n'y a pas de modèle économique de l'entreprise à alléguer pour espérer une solution à cette question. Nous osons croire que faire du profit financier n'a pas été l'objectif de ces patrons de presse au moment de la création de leur organe de presse. Et ce n'est pas en faisant des entorses éthiques à la profession de journaliste qu'ils résoudraient leurs problèmes de vie et de survie. S'ils y réussissent, les moyens de vivre risquent fort de l'emporter sur les raisons de vivre, et ce au détriment du journaliste lui-même. ■

libérale et patriotique (Clp), Serigne Mbacké Ndiaye, a demandé hier à tous ceux qui soutiennent la candidature de l'ancien ministre d'État Karim Meissa Wade en 2019, à travailler à la réélection du chef de l'État Macky Sall. "On ne fait pas de la politique avec le cœur, mais avec la raison. Le problème, ce n'est pas de dire que c'est lui que j'aime et c'est l'autre que je n'aime pas. C'est de regarder en face la réalité. Le réalisme politique veut que ceux qui veulent soutenir Karim Wade soutiennent la candidature de Macky Sall. C'est aussi simple que ça", préconise l'ancien ministre, porte-parole du gouvernement sous Wade. Serigne Mbacké Ndiaye animait une conférence à Thiès sur le thème : "La

réélection du président Macky Sall en 2019 s'impose à nous." Poursuivant son plaidoyer en faveur du patron de l'Alliance pour la République (Apr), Serigne Mbacké Ndiaye soutient que parmi les candidats déclarés, seul Macky Sall a réussi à être président de la République. Par conséquent, pronostique-t-il, le chef de l'État a la forte chance d'être réélu. "Nous allons vers une élection présidentielle. Tous les candidats déclarés en lice n'ont jamais été présidents de la République, sauf le président Macky Sall. Si je voulais élire Karim Wade (candidat déclaré du Parti démocratique sénégalais), sachant que Macky Sall a une longueur d'avance par rapport à ses autres concurrents, je ferais tout

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2^e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général :
Mahmoudou Wane
Directeur de publication :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef :
Gaston Coly
Secrétaire de la Rédaction :
Assane Mbaye
Grands Reporters :
Babacar Willane & Mahmoudou Wane
Chef de Desk Société :
Fatou Sy
Chef de Desk Sports :
Adama Coly
Chef de Desk Culture :
Bigué Bob

Rédaction :
Mor Amar, Louis Georges Diatta,
Viviane Diatta, Mame Talla Diaw,
Mariama Diémé, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Awa Faye, Cheikh Thiam,
Habibatou Traoré, Habibatou Wagne
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél. : 33 868 47 17
Impression : **AFRICA PRINT**

ATTAQUE À OUAGADOUGOU

Vendredi noir à Ouagadougou

La capitale du Burkina Faso a été le théâtre d'attaques terroristes, ce vendredi matin, ciblant l'ambassade de France et l'Etat-major général des armées. Le gouvernement burkinabé parle d'un bilan provisoire de 16 morts et plus de 80 blessés.

■ VIVIANE DIATTA (ENVOYÉE SPÉCIALE À OUAGADOUGOU)

Une fumée noire a couvert, hier, le centre-ville de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, toute la journée, comme un symbole du drame qui a frappé le cœur du “pays des hommes intègres”. En milieu de matinée, des tirs nourris d'armes à feu ont déchiré l'air, semant la panique parmi une population qui se demandait ce qui se passait. En ce moment, l'Etat-major général des armées (centre-ville) et l'ambassade de France (Koulouba) à Ouagadougou étaient victimes d'attaques terroristes. Plus tard dans la journée, animant une conférence de presse, le ministre de la Sécurité, Clément Sawadogo, a fait le bilan provisoire des attaques. Il a annoncé 16 décès.

“Le bilan provisoire dont le gouvernement dispose est que nos forces de défense et de sécurité ont perdu 8 hommes sur les deux sites. Il y a également un peu plus de 80 blessés qui ont été rapidement pris en charge au niveau d'un poste avancé que l'armée a immédiatement mis en place ; mais aussi au niveau des structures sanitaires de l'armée et des hôpitaux de notre ville. Parmi ces blessés, il y a une douzaine dont les blessures sont assez sévères et parmi ces 12, il y en a 3 considérés comme graves. Les assaillants, pour ce que nous savons, ont été neutralisés. Ceux qui ont attaqué l'ambassade de France ont été abattus et ceux qui ont attaqué l'Etat-major ont également été neutralisés. On a dénombré 8 cadavres de ces assaillants”, a déclaré le ministre.

Attaque simultanée organisée par des terroristes



En outre, le ministre a retracé le film des événements. Selon son récit, les assaillants ont commencé à tirer sur l'ambassade de France, aux environs de 10 h. Presque au même moment, un autre groupe, de manière coordonnée, s'est attaqué à l'Etat-major général des armées. “En ce qui concerne l'Etat-major des armées, les assaillants ont fait usage d'un véhicule bourré d'explosifs dont la charge était suffisamment forte et énorme pour occasionner de graves destructions et semer des impacts sur les personnes. Les dégâts sont donc très importants. Nous dénonçons ces actes ignobles”, a fulminé M. Sawadogo.

Dans un message publié sur sa page Facebook, le service d'information du gouvernement burkinabé indique qu'un poste avancé est ouvert aux blessés, au stade municipal Issoufou Joseph Conombo.

A la suite du ministre de la Sécurité, celui de la Communication, Rémi Fulgence Dandjinou, a soutenu que c'est une attaque simultanée organisée par des terroristes. Une information confirmée par le maire de Ouagadougou, Armand Béouindé.

L'édile a soutenu que les vitres de son bureau ont volé en éclats et que des assaillants ont tiré sur la mairie. “Apparemment, c'est une attaque djihadiste et l'armée s'active à la riposte”, a-t-il dit. Pour le ministre de la Défense Jean-Claude Bouda, il s'agit belle et bien de djihadistes. “Quand ces assaillants tiraient, ils ne cessaient de crier à haute voix ‘Allah, Allah’. Les forces de sécurité et de défense ont bien maîtrisé la situation, en début d'après-midi”, a rassuré M. Bouda.

La population partagée entre inquiétude et perplexité

Selon des témoins, cinq hommes armés sont sortis d'une voiture et ont ouvert le feu sur des passants, avant de se diriger vers l'ambassade de France. D'autres renseignent qu'après l'explosion près de l'Etat-major des armées burkinabè, des unités de la gendarmerie, de la police et de l'armée ont été déployées sur les lieux. “Quand j'ai entendu les tirs, nous avons effectué le déplacement à l'Etat-major et on a vu une population relativement perdue, qui essayait de voir ce qui se passait à l'intérieur. De là où on était, on aper-

cevait une fumée noire qui sortait de l'Etat-major. On voyait les militaires évacuer leurs blessés. Certaines boutiques ont fait les frais des tirs”, explique Ezéchiel Ada, journaliste à “L'Observateur Paalga”.

Oumar Dabiré de renchérir : “Les détonations ont été entendues dans un périmètre comprenant la primature, l'ambassade de France, le marché Rood Woko et l'Etat-major général des armées. Le siège de la banque Société générale, en face de l'Etat-major général des armées, aurait reçu des impacts et le personnel évacué. C'est vraiment triste pour notre Ouaga.”

Jean Philibert Some, lui, n'arrive pas à cacher son inquiétude. Pour ce journaliste, la situation est grave, car c'est la troisième attaque en plein cœur de Ouagadougou. “Je suis vraiment confus. On se dit : si cela arrive au centre-ville de la capitale, c'est que le renseignement n'a pas fonctionné comme il se doit pour arrêter les assaillants avant”, confie-t-il.

Mais il y a un autre son cloche chez Ada Zahour. “Je suis sûr que ce ne sont pas des terroristes. C'est sûrement ces putschistes qui essaient de faire peur aux gens. Parce qu'on a ouvert leur procès la semaine dernière. Mais ils n'y arriveront pas. C'est inutile, parce qu'il paraît que ces assaillants avaient les mêmes tenues que celles des forces de sécurité. C'est des gens du pays qui veulent f... la m... ici”, lance-t-il. “Quand c'est l'Etat-major qui est attaqué, cela fait vraiment peur. Ce sont eux qui nous protègent et là (...). J'ai mal au plus profond de moi. Quand ceux qui doivent assurer notre sécurité ne sont pas en sécurité, cela veut dire que c'est fini pour les Burkinabè. C'est vraiment dur”, dit-il. Les mains tremblantes, son angoisse est énorme. Tout comme les autres.

C'est la troisième attaque à Ouagadougou. Depuis 2015, le Burkina subit des attaques de groupes djihadistes venus du Mali, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique et l'État islamique dans le Grand Sahara. ■



avec précision. Il est très tôt de dire avec exactitude les armes utilisées. Le travail de déminage a pris du temps. Mais, au regard de la violence de l'attaque, on peut estimer que ce sont des armes que nous ne connaissons pas”, a-t-il précisé.

Pour le moment, le travail d'identification des assaillants continue. “Peut-être que c'est la réunion sur le G5 qui a été visée. Heureusement, tout a été délocalisé. Sinon, cela allait être une catastrophe. Nous déplorons vraiment ce qui s'est passé. C'est des actes ignobles. Les prochains jours nous édifieront. En tout cas, nous ne laisserons rien au hasard. Nous allons suivre le moindre mouvement”, a-t-il averti. ■

PRÉSIDENT ROCH MARC CHRISTIAN KABORÉ

“Le peuple burkinabé restera debout et uni face à l'adversité”

Le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré dénonce une “attaque lâche et barbare” contre son pays et son peuple. Il félicite les forces de défense et de sécurité pour avoir bien maîtrisé la situation.

■ VIVIANE DIATTA (OUAGADOUGOU)

Le président du Burkina Faso a condamné fermement, hier, l'attaque terroriste qui a frappé la capitale du pays. S'exprimant sur sa page tweeter, Rock Marc Christian Kaboré a soutenu que le Faso a été de nouveau la cible, ce vendredi, de forces obscurantistes qui ont visé l'Etat-major général des armées et l'ambassade de France, faisant 8 morts, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels. Alors qu'une importante réunion sur le G5-Sahel devrait se tenir à l'Etat-major général des armées.

“Je condamne avec la plus grande énergie cette attaque lâche et barbare contre notre pays et notre peuple. Le peuple burkinabé restera debout et uni face à l'adversité”, dit-il. Avant de féliciter et d'adresser ses encouragements aux “vaillantes forces de défense et de sécurité qui ont mis hors d'Etat de nuire les ennemis de la nation. Le Burkina Faso poursuivra avec détermination et sans faiblesse sa construction d'un Etat de droit. Je présente les condoléances de la nation aux familles des éléments de notre armée tombés au combat et souhaite prompt rétablissement aux blessés”.

“Peut-être que c'est la réunion sur le G5 qui a été visée”

Pour sa part, le substitut du procureur du Faso, Idrissa Sylvain Sawadogo, a annoncé une enquête en cours. Selon lui, il est très difficile de dire actuellement quel a été le mode opératoire utilisé pour commettre ces actes. Mais ils ont ouvert une enquête dès que l'attaque a commencé. “Les enquêteurs sont sur le terrain. Les éléments que nous avons recueillis actuellement ne nous permettent pas de dire beaucoup de choses avec certitude. Dans tous les cas, dans les jours à venir, nous vous le dirons

MBOUR - UN ENFANT MUET DISPARAIT

Sa maman retrace les circonstances de sa disparition

Le quartier Thiocé est secoué, depuis quelques jours, par la disparition de Pape Cheikh Lèye. Depuis le 21 février dernier, l'écolier, qui était parti à l'école privée Baptiste Dund Gi, reste introuvable. Sa disparition est une énigme pour ses parents qui ne savent plus où donner de la tête. Hier encore, voisins et amis défilaient chez les Lèye pour s'enquérir des dernières nouvelles. Après les salutations d'usage, on ne cesse d'entendre les visiteurs poser des questions sur les recherches et réconforter la famille : “Avez-vous des nouvelles du petit ? C'est vraiment inquiétant, mais tenez bon, vous le retrouverez, avec la grâce du bon Dieu.”

Ndèye Fatou Sall, la maman du petit, a le visage marqué. Elle s'apprêtait à se rendre, dans les quartiers environnants, à la recherche de son enfant, à notre arrivée. “La nuit, elle ne dort pas et le jour, elle ne se repose pas. Elle ne fait que penser à notre enfant”, témoigne Mor Lèye, le père de famille. Ce dernier ne trouve pas les mots pour parler de son fils. Assis sur le rebord d'une table, il tient sa tête dans ses mains. La maman, dans un sursaut, se lève, se dirige vers la porte, l'ouvre et la referme. Elle revient s'asseoir sur le lit, avec une volonté ferme et dit : “Dépêchez-vous, s'il vous plaît, je n'ai pas beaucoup de temps. Je dois aller à la recherche de mon fils.” Puis, elle explique les circonstances dans lesquelles son fils a disparu.

“Il s'appelle Pape Cheikh Lèye, il est né en 2001 et il est muet. Mais il entend très bien. Quand vous l'appellez par son nom, il vous répond. Quand on lui demande d'apporter quelque chose, il vous l'apporte. Quand on l'envoie à la boutique, il y va et achète ce que vous lui avez demandé. Donc, vous voyez qu'il est très réceptif. C'est un gamin très social, personne ne peut le mettre en colère. Il n'apporte que la gaieté et la joie là où il se trouve”, explique Ndèye Fatou Sall, la voix empreinte d'émotion.

Elle poursuit : “Ce jour-là, sa sœur qui, d'habitude, l'amenait à l'école, devait faire une composition. Donc, son grand frère l'a amené. Mais lui aussi avait cours. Sur le chemin, il est descendu et a demandé au chauffeur de le déposer à l'école. On avait l'habitude de le conduire jusqu'à l'école. On sonnait et la responsable venait le prendre. Je n'ai que deux garçons. Et Cheikh, c'est mon enfant de cœur. Je l'aime de tout mon cœur”, dit-elle. Puis, joignant ses paroles aux gestes, elle tapote son cœur. La maman poursuit que, vers midi, elle a commencé à se sentir oppressée. “En un moment, j'ai ressenti un poids dans mon cœur. J'ai dit à mon mari que j'avais un mauvais pressentiment. Il m'a rassuré et m'a dit que ce n'était rien. Au même moment, son grand frère m'a appelée pour me dire qu'il est allé prendre Cheikh à son école et qu'on lui avait dit qu'il n'était pas venu. Je ne sais pas où se trouve mon fils. Je prie pour qu'il me revienne sain et sauf”, explique-t-elle.

“Cheikh, nous l'aimons tous, il nous procure beaucoup de joie. Depuis, son grand frère qui l'avait amené et toute la famille d'ailleurs, ne dorment que d'un seul œil. La journée, nous fermons la maison et nous allons tous à sa recherche. Ses camarades d'école ont confectionné des affiches avec la photo de Cheikh et ils les distribuent partout”, explique une mère meurtrie, attendant le retour de son Cheikh. ■

KHADY NDOYE [MBOUR]

MENACE TERRORISTE DANS LA SOUS-REGION

Le Sénégal se barricade

L'attaque terroriste perpétrée hier à Ouagadougou, dans la capitale burkinabè pour la troisième fois entre 2016 et 2018, incite le Sénégal à redoubler de vigilance et à renforcer le dispositif sécuritaire antiterroriste pour se prémunir de toute menace.

■ ASSANE MBAYE

Plusieurs morts et des dizaines de blessés. C'est le bilan provisoire de l'attaque terroriste survenue hier, à Ouagadougou, dans la capitale burkinabè. Cette attaque meurtrière, troisième du genre en l'espace de trois ans, met sur le quivive les autorités étatiques sénégalaises, notamment celles en charge de la sécurité intérieure du pays. A cet effet, le dispositif sécuritaire déjà mis sur place est renforcé davantage, selon le Bureau des relations publiques de la police nationale contacté hier par "EnQuête".

"Il y a un dispositif qui est là, mais qui est renforcé, surtout au niveau des frontières. Les éléments sont vigilants", tranquillise d'emblée le commissaire Tabara Ndiaye, chef du Brpn. Elle renseigne, par la même occasion, que les forces sécuritaires, pour pallier toute éventualité et dissiper toute menace terroriste, misent beaucoup sur le renseignement et la vigilance. A cet effet, bon nombre de renseignements généraux sont disséminés sur le terrain et cela, dans tous les endroits stratégiques. "Nos hommes qui ne sont pas en tenue sont beaucoup plus nombreux que ceux qui sont en



Illustration

tenue", révèle Mme Ndiaye.

Cette vigilance, selon le chef du Brpn, est matérialisée sur le terrain par des patrouilles régulières, souvent dans certains coins et recoins de la capitale, et dans les autres villes du pays. "Peut-être que vous ne le remarquez pas, mais de plus en plus il y a, dans chaque rond-point, une patrouille de la police ou des éléments sans véhicule qui veillent au grain. Ce sont là les mesures visibles que nous avons prises".

A côté de ces mesures visibles, d'autres, plus discrètes, sont prises par les autorités en charge de la

sécurité intérieure du pays et sur lesquelles la police refuse systématiquement de communiquer. "Retenez simplement qu'il y a des mesures invisibles qu'on ne peut pas répandre sur la place publique", confie le commissaire Tabara Ndiaye.

"Karangué" et Cico, la panacée

Pour contenir la menace terroriste qui gagne graduellement du terrain dans la sous-région ouest-africaine, avec la ceinture de feu qui s'élargit de plus en plus, les autorités en charge de la sécurité intérieure avaient initié une opéra-

tion de prévention dénommée "Karangué". Cette initiative consiste ainsi à des patrouilles mixtes entre la police et la gendarmerie dans des localités ciblées.

Au-delà de ces mesures ponctuelles, les autorités étatiques ont, en effet, après l'attaque tragique de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, pris les devants, en signant des accords de défense dans le but de former les ressources humaines censées assurer la sécurité du peuple sénégalais, à travers un Cadre d'intervention et de coordination interministériel des opérations de lutte antiterroriste (Cico) créé par le président Macky Sall par décret. Placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, cet organe vise à assurer la prévention contre ce phénomène et "l'efficacité" en cas d'attaque.

Cette initiative est, en effet, partie d'un contexte national et international caractérisé par la recrudescence d'actes terroristes, dont les victimes sont principalement les populations civiles.

Au niveau national, même si des actes terroristes ne sont pas encore enregistrés, force est de reconnaître que notre pays est exposé à la menace. Dès lors, il urge de prendre des mesures anticipatrices qui permettront non seulement d'assurer la prévention et la protection idoines contre le terrorisme, mais également l'efficacité de l'intervention en cas de survenance d'attaques terroristes.

C'est ainsi que l'Etat a engagé la mise en œuvre d'une stratégie antiterroriste. Aussi, les ministères de la Justice, de la Santé et des

Forces armées sont fortement mis à contribution.

Le Sénégal et la France se liguent contre le terrorisme

Toujours dans le cadre de la prévention contre la menace terroriste, le Sénégal et la France, en novembre 2013, avaient décidé de joindre leurs efforts dans un plan d'action de lutte contre le terrorisme. Un projet d'une valeur de 460 millions de francs Cfa financé par le Fonds de solidarité prioritaire du ministère français des Affaires étrangères.

Parallèlement, avec la Mauritanie, le Sénégal a initié des patrouilles combinées à la frontière qu'ils se partagent. "Dans le contexte sécuritaire, nos deux armées ont jugé opportun de se retrouver ensemble pour dégager des actions de sécurisation, le long de la frontière sénégal-mauritanienne. Nous allons exécuter ensemble des missions sur le terrain, pour sécuriser et renforcer le sentiment sécuritaire des populations qui vivent à la frontière", avait déclaré le colonel Mbaye Cissé, Commandant de la zone militaire Nord du Sénégal.

Le terrorisme, selon le président de la République, est un combat de la vie que les pays du monde entier doivent gagner. Pour Macky Sall, tous les citoyens doivent se mobiliser contre ce fléau qui n'épargne aucun pays. "La lutte contre le terrorisme est un combat de tout un chacun. C'est celui des citoyens qui doivent participer dans l'effort de défense du territoire national par l'information, la communication et par la collaboration avec les services de sécurité", déclarait-il déjà l'année dernière. ■



COMMUNIQUE



A partir du 1^{er} mars 2018,
l'arrêté 21918 du 13 décembre 2017 portant règlement de police et d'exploitation
de l'autoroute à péage sera appliqué:

1. Les voies automatiques Rapido sont exclusivement dédiées aux porteurs de cartes Rapido ayant un crédit suffisant. Tout usager qui tentera d'utiliser les voies Rapido sans badge ou sans crédit suffisant se verra appliqué un surpéage forfaitaire de 5000 FCFA.
2. Le rechargement en **voies manuelles** ne pourra se faire que pour un montant minimum de 5.000 FCFA ou multiple de 5.000 FCFA. *Vous pouvez continuer à recharger votre carte Rapido sans limites de montant dans nos espaces Rapido et via les partenaires Orange Money, Wari, Wizall Money, Tigo cash, Joni Joni/ vitté, YUP et Poste Cash.*
3. Le remorquage des véhicules avec une corde, une chaîne ou une barre de fer, est strictement interdit.
4. Pour toute surcharge à l'essieu supérieure à 11,5 tonnes, un surpéage de 100.000 FCFA par tonne et par essieu sera perçu du contrevenant.

N°vert 800 00 20 39

L'arrêté d'exploitation est publié au journal officiel n°7067 du 15/01/2018.

PR. ISMAILA MADIOR FALL SUR LE TERRORISME

“Le problème est que nos juges ne sont pas outillés”

Face à la prégnance de la question du terrorisme et ses corolaires, il urge de mettre à niveau les juges de nos pays du Sahel grandement menacés. Dans ce sens, une rencontre internationale se tient à Dakar et regroupe des juges africains et européens.

■ CHEIKH THIAM

Même si les incriminations liées aux actes terroristes, au financement et à l'apologie du terrorisme sont prévues dans le Code pénal ainsi que les peines applicables, il n'en demeure pas moins que les juges sénégalais n'ont pas assez d'outils pour juger les mis en cause de ces délits. Le constat est fait par le Garde des Sceaux. “La législation a prévu les délits du terrorisme avec les composantes du tribunal de grande instance. Le problème est que nos juges n'ont pas été outillés. Il n'est pas fréquent qu'ils aient en face d'eux un problème de terrorisme ou des faits de terrorisme à juger. C'est pour cela que ce genre d'initiative est important, avec la présence de juges qui viennent de pays différents où il y a des expériences en matière de lutte contre le terrorisme”. Le ministre de la Justice, Ismaïla Madior Fall, fait référence à la conférence publique sur “Les Cours suprêmes dans la prévention et la lutte contre le terrorisme au Sahel”, qui s'est tenue à Dakar et a regroupé les Cours de cassation du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad

et du Sénégal, ainsi que des juges du Canada, de la France, du Liban, du Maroc et de la Tunisie. La rencontre a été organisée par l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français, dite Ahjucaf.

En effet, selon le Garde des Sceaux, “l'échange entre ces juges peut permettre une sorte d'apprentissage, de formation par les pairs qui permettront aux juges de renforcer leurs capacités pour faire face aux faits de terrorisme”. Le Pr. Ismaïla Madior Fall en a profité pour se prononcer sur son rôle dans le procès de l'imam Alioune Ndao et ses co-accusés renvoyé au 14 mars prochain. Précisant qu'il n'est pas un juge, encore moins un procureur, il souligne : “Cela veut dire au moins deux choses : il doit veiller à une distribution qualitative et équitable de la justice sur l'ensemble du territoire national, mais aussi veiller à ce que tout procès qui se déroule dans le pays respecte les normes et standards d'un procès équitable. Autrement dit, un procès dans lequel tous les acteurs doivent jouer leur rôle, mais aussi les procès dans lesquels les droits des accusés doivent être respectés. Si vous avez



remarqué, le procès avec Alioune Ndao et compagnie respecte tous les standards d'un procès équitable”, a affirmé le ministre.

“Il est, en effet, impératif...”

Toujours à propos du phénomène du terrorisme, le président de la Cour suprême a ajouté que “le phénomène est difficile à maîtriser, car, comme l'a dit un professeur de droit criminel, “le terrorisme est un acte de guerre dans une société en paix”. C'est pourquoi, rappelle Mamadou

Badio Camara, au Sénégal, le dispositif de lutte contre le terrorisme a connu une grande évolution législative, entre 2006 et 2016. Le Code de procédure pénale définit les règles de poursuite, d'instruction et de jugement. Règles parfois dérogoires du droit commun en particulier pour les perquisitions et saisies, et les délais de garde à vue, sans occulter la nécessaire sauvegarde des droits de la défense. “Il est, en effet, impératif, en dépit de l'extrême gravité des crimes terroristes, de garantir les droits de la défense, tout en veillant à ne pas compromettre l'efficacité et la régularité de l'exercice de l'action publique”, déclare M. Camara.

En effet, depuis le début de l'année, se tient le premier procès impliquant des faits de terrorisme. Une trentaine de citoyens sénégalais vont comparaître devant la Chambre criminelle du Tribunal de grande instance de Dakar, pour répondre de faits d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, d'apologie du terrorisme, de financement du terrorisme et de blanchiment de capitaux.

Parmi les questions débattues lors de cette rencontre des Cours suprêmes des pays du Sahel membres de l'Ahucaf, il y a le rôle des Cours suprêmes face au terrorisme, la compétence de l'autorité judiciaire, la qualification des actes terroristes, la coordination entre l'action militaire et l'action judiciaire. A cela s'ajoute la protection et l'appui aux acteurs du procès pénal terroriste, la spécialisation des magistrats, le droit de la défense, le jugement, la spécificité de la réponse pénale concernant les mineurs et celle de la situation des femmes et l'exécution des peines. ■

LUTTE CONTRE DAESH EN AFRIQUE Les nouveaux chantiers du département d'Etat

En dépit de la chute de Ra'qa en Syrie, “la lutte pour défaire l'Etat islamique (Ei) n'est pas terminée. Ça évolue dans une nouvelle phase : le passage de solution martiale au renforcement légal”. Le coordonnateur du contre-terrorisme américain (département d'Etat), Nathan Sales, ne se trompe pas de diagnostic. La prise de la place forte de Daesh ainsi que de ses autres bastions en Irak, ne signifie pas sa fin pour autant. Aussi, les Usa s'accommodent-ils, au même titre que s'adapte le groupe après sa dislocation. L'Amérique utilise désormais “trois dispositifs-clé pour contrer l'Ei sur le plan du maintien de l'Etat de droit : désignation terroriste, base de données des noms des passagers et la biométrie”, a annoncé hier M. Sales en conférence téléphonique avec des journalistes du monde entier, juste après une rencontre internationale en vue de mobiliser les efforts pour vaincre Daesh.

Une nouvelle nomenclature a été révélée par le département d'Etat américain, ce mardi. Une liste de sept groupes et individus djihadistes, dont les cinq se trouvent en Afrique. La dislocation de l'Etat islamique en Irak a causé la dissémination du groupe en plusieurs factions dont les combattants sont venus créer ou renforcer des groupes et groupuscules radicaux. Les groupes affiliés à l'Ei sont Jund al Khalifa (Tunisie), les deux Boko Haram (la faction originelle sous la guidance d'Abubakar Shekau, la faction dissidente menée par Abu Musab Al Barnawi, qui a été nouvellement identifiée). Le Somalien Mahad Moalim, issu des Al Shabab, qui a fait allégeance à l'Ei, a également été black-listé. Le cinquième, l'Organisation Etat islamique en Egypte, a déjà fait ses preuves en décembre dernier, dans l'attaque d'une église copte où 28 personnes ont trouvé mort.

“Les Usa sont très préoccupés par la menace de terreur croissante au Maghreb et dans le Sahel. Notre but, dans toute l'Afrique, est d'améliorer continuellement les capacités de nos partenaires, c'est-à-dire de répondre aux attaques, appliquer la loi et la sécurité des frontières”, avance Nathan Sales qui précise, toutefois, que la finalité qui sous-tend cet appui est de laisser finalement les pays africains assurer eux-mêmes la question sécuritaire. “Les pays développés, en termes de gouvernance et d'économie, sont résilients au terrorisme. Nous devons régler le sous-développement ainsi que les autres défis”, dit-il.

Cette intervention de Nathan Sales est dans la lignée de celle du Commandement pour l'Afrique (Usafricom) qui vise six objectifs principaux que sont : la neutralisation d'Al-Shebab et la destruction des organisations extrémistes violentes, de contenir l'instabilité en Libye, l'endigement et la destruction de Boko Haram, l'interdiction des activités illicites dans le Golfe de Guinée et le renforcement des capacités de maintien de la paix. Une coopération militaire marquée du sceau de l'assistance et de la formation pour permettre aux pays bénéficiaires de trouver des solutions domestiques à leurs défaillances sécuritaires.

Usafricom, de concert avec les autres agences, services et départements fédéraux des Usa et partenaires internationaux, sous les directives de la politique étrangère américaine, à la sécurisation durable à travers des programmes, activités et opérations militaires pour promouvoir un environnement stable en Afrique. Pour ce faire, le coordonnateur Nathan Sales estime également, qu'au niveau local, “consolider les voix authentiques des communautés est crucial dans la bataille contre le radicalisme”. ■

OUSMANE LAYE DIOP

RÉFUGIÉS EN GAMBIE ET EN GUINÉE-BISSAU, VICTIMES DE MINES, MIGRATION...

Les femmes casamançaises en croisade contre les méfaits de la crise

La Plateforme des femmes pour la paix en Casamance (Pfpc) a tenu, hier, un atelier de plaidoyer à l'Assemblée nationale. Elle sollicite le soutien des femmes parlementaires et la prise en compte des intérêts des femmes dans les négociations.

■ GABRIEL DIOUF (STAGIAIRE)

La crise casamançaise dure depuis 35 longues années. Un conflit atypique, qualifié de basse intensité, entre l'Etat du Sénégal et le Mfcd (Mouvement des forces démocratiques de la Casamance) qui réclame l'indépendance. Il a affecté de nombreux secteurs : économie, société, culture, sécurité, avec comme conséquences la paupérisation des populations, la précarisation accrue des couches les plus vulnérables que sont les femmes et les jeunes.

En effet, le conflit a fait plus de 17 000 réfugiés en Gambie et en Guinée-Bissau, 826 victimes de mines et une jeunesse à forte tendance migratoire, selon les statistiques livrées, hier, par la présidente de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance (Pfpc). La structure que Ndèye Marie Diédhiou dirige, était à l'Assemblée nationale



Archives

pour un atelier de plaidoyer à l'intention des députés femmes qu'elle veut impliquer dans le processus de paix.

Le Pfpc a vu le jour en 2010. C'est un réseau de 14 organisations faitières qui totalise 25 000 membres dans les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Ses programmes sont élaborés autour de ses objectifs stratégiques que sont :

mobiliser les femmes de la Casamance naturelle, positionner la Pfpc comme partie prenante aux négociations, mobiliser la société civile sénégalaise et enfin travailler sur son implication dans le processus de paix.

“Ce conflit a vu, très tôt, l'engagement des femmes à rétablir l'ordre et ramener la paix dans cette belle région du Sénégal. Dès le début,

elles se sont investies pour sa résolution définitive, à travers l'organisation de marches, de séances de sensibilisation et de mobilisation sociale, de plaidoyer au niveau national et international”, renseigne Ndèye Marie Diédhiou. Avant de tirer la sonnette d'alarme : “Il y a urgence à porter le combat des femmes pour la paix en Casamance. Refusez la résignation.”

La présidente de la Pfpc voit une autre finalité à la rencontre de partage avec les femmes parlementaires : veiller à la prise en charge des besoins spécifiques des femmes de la Casamance, lors des négociations entre l'Etat et le Mfcd. Pour cela, ces femmes veulent définir un thème et une stratégie de plaidoyer à porter auprès des autorités, élaborer un plan d'action à mettre en œuvre par les femmes parlementaires et susciter le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

La représentante de la ministre de la Femme, de la Famille et du Genre a dit le soutien du département aux actions qu'elles vont mener. Puis, Mme Awa Guèye, 2e vice-présidente de l'Assemblée et présidente du Collectif des femmes parlementaires, s'est insurgée contre les enlèvements d'enfants qui secouent le pays. Elle interpelle les autorités compétentes à prendre des mesures pour mettre fin à ces pratiques criminelles. ■

MIGRATION DES ARTISTES

Entre enfermement et raisons économiques

La Galerie nationale a accueilli, jeudi, une conférence animée par les critiques d'art Maguèye Kassé et Sylvain Sankalé. Avec d'autres, ils ont échangé sur les raisons qui peuvent pousser certains plasticiens à émigrer.

■ BIGUÉ BOB

Qu'est-ce qui peut bien motiver les artistes sénégalais à quitter le pays ? Des critiques d'art ont tenté de répondre à cette question, jeudi, au cours d'une conférence. "Il me semble difficile de leur trouver un dénominateur commun, si ce n'est dans une motivation commune qu'on peut noter de manière empirique, la volonté de s'inscrire dans une modernité qui fait place à des interrogations porteuses d'émergence d'un monde de compréhension mutuelle, de solidarité agissante à partir d'analyses communes suscitées par les œuvres d'art", estime le brillant critique d'art, le Pr. Maguèye Kassé.

L'artiste Cheikh Niasse, dont les tableaux sont accrochés actuellement aux cimaises de la Galerie nationale qui accueillait la conférence, confirme les propos de M. Kassé. "Chaque personne a son histoire", déclare-t-il. Pour dire que chaque artiste qui a décidé d'émigrer a ses propres motivations.

Pour sa part, le critique d'art Sylvain Sankalé considère "qu'il y a une forme de migration économique". D'après ce dernier, les artistes africains en général, sénégalais en particulier, n'ont pas leurs



Illustration

marchés ici. Ainsi, "ils ont plus de chance de vendre ailleurs", considère-t-il. Un point de vue que partage le critique d'art et professeur de philosophie à la faculté des Lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Babacar Mbaye Diop. "Le marché de certains, comme Mansour Ciss Kanakassy, se trouve à l'extérieur", confirme-t-il. Le talentueux peintre Abdoulaye Diallo, surnommé "Le berger de l'île de Ngor", n'est pas d'accord avec cette analyse. Pour lui, "le marché est partout". Avec la technologie avancée, on peut rester à Dakar et vendre aux Usa, en France, en Chine, etc.

"Notre société est malade de son inculture"

Par ailleurs, il n'y a pas que les biens matériels qui peuvent diriger les artistes vers les pays du Nord. Le regard que la société porte sur eux peut être une raison de s'expatrier. C'est ce qui pousse d'ailleurs Sylvain Sankalé à se demander si "notre société est favorable au développement de l'art". Car, souvent, elle pose un regard négatif sur leur travail, leur métier, si elle ne "l'enferme pas dans des codes sociaux, religieux qu'il faut respecter". "Un vrai artiste ne peut pas vivre dans cet enfermement", pense-t-il.

Comme il l'a souligné, en outre, "être artiste, c'est d'abord ne pas être comme tout le monde". Donc, on doit s'excommunier. Du moins, c'est ce que pourraient voir d'aucuns. Ce qui fait qu'on n'a ni respect ni considération de leur part. Ce qui pousse certains à voyager pour aller chercher ce respect et cette considération ailleurs, mais également cette liberté dans la création. Car, relève Babacar Mbaye Diop, "l'enfermement ne favorise pas la création". "Notre société est malade de son inculture", renchérit le Pr. Kassé. Par conséquent, "il est inutile d'aller chercher nos difficultés ailleurs", remarque M. Sankalé. Il ajoute, dans la même veine, que "la société sénégalaise ne permet pas l'éclosion des talents".

Ce que semble dire, avec d'autres mots, l'artiste Cheikh Niasse. "En ce qui me concerne, il y a une certaine frustration. Il y avait, au-delà de cela, ce besoin de voyager, de rencontrer l'autre, d'aller chercher ce dont on a besoin et de ne pas toujours attendre", a-t-il indiqué. On sent, dans ses paroles, la nécessité d'aller voir d'autres choses. Ces dernières, selon Sylvain Sankalé, ne feront qu'enrichir ses productions artistiques. Parce qu'également, s'établir dans un pays les poussent à épouser certains comportements, comme le souligne le critique d'art Aliou Ndiaye. Il fait actuellement une série d'interviews, dans le cadre d'un travail académique, avec des artistes expatriés. S'il y a un dénominateur commun entre tous, au-delà du fait qu'ils vivent à l'étranger, c'est "qu'ils se conforment tous au politiquement correct". Donc, ils changent de mode de fonctionnement.

Quoi qu'il en soit, comme l'a rappelé, le Pr. Kassé, "personne ne peut trouver une réponse juste et adéquate" expliquant les départs des uns et des autres. ■

INAUGURATION MAISON DES CULTURES URBAINES DE DAKAR

Le bébé baptisé sans son "père" Khalifa Sall

Initiée par la ville de Dakar, la première Maison des cultures urbaines (Mcu) a été inaugurée hier par la première adjointe au maire de Dakar, Soham Wårdini. Cet espace, construit au foyer des jeunes et de la culture de Ouakam, constitue un cadre d'expressions des différentes disciplines des cultures urbaines. Le projet a été lancé en 2013, avec l'ancien directeur de la Culture de la ville de Dakar, feu Oumar Ndao. L'infrastructure est composée d'une salle de perfectionnement aux métiers des arts scéniques, d'une salle de danse, d'un atelier de graffiti, d'une salle de djing, d'une salle polyvalente, d'un studio d'enregistrement, d'une scène de concert de 300 places debout, d'un restaurant, d'un espace de rencontres pour jeunes et de bureaux multifonctionnels.

D'après le chargé de mission du maire de Dakar pour les cultures urbaines, Amadou Fall Ba, un vrai défi leur a été lancé. "Le hip-hop, dit-il, cette culture qui n'est que challenge et dépassement de soi, a su relever ce défi, en transformant ce pôle mineur en véritable pôle majeur. Avec force et abnégation, les cultures urbaines se sont imposées sur l'échiquier culturel dakarais". Pour Mme Wårdini, c'est déjà une fierté de voir que plus de 100 jeunes ont été formés dans ce joyau qui, malgré les péripéties, a été réalisé. "Ce projet a un peu trainé, vu toutes les difficultés que nous avons rencontrées avant de l'implanter. Au début, beaucoup de gens ne comprenaient pas ce que c'était une maison des cultures urbaines. Quand nous avons voulu la construire à Mermoz - Sacré-Cœur, des populations se sont levées pour s'y opposer. On a dû tenir plusieurs réunions à la mairie avec les concernés pour leur expliquer qu'une Mcu est un centre où les jeunes pouvaient être formés aux différents métiers de la culture", a-t-elle informé.

De l'avis d'Amadou Fall Bâ, "le Sénégal n'a pas une grande expérience dans la gestion des centres culturels dédiés aux cultures urbaines. Il fallait donc, impérativement, s'inspirer de quelque chose, tout en évitant de réinventer la roue. Avec le concours de l'association Africultruban présidée par Matador et l'association Guédiawaye hip-hop avec Malal Talla à sa tête, la Mcu a bénéficié gratuitement de l'expertise de ces deux entités culturelles qui sont devenues de vraies références dans le secteur du hip-hop et des cultures urbaines".

Par ailleurs, selon les acteurs, la Mcu constitue un véritable pôle d'animation, de formation et de documentation pour les jeunes des cultures urbaines. Ils renseignent qu'elle va leur offrir des formations de qualité, afin de leur permettre de se perfectionner, de se documenter et de s'adapter aux nouvelles mutations socioculturelles, avec l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans leur quotidien. Amadou Fall Ba d'annoncer que l'inauguration de la Mcu n'est qu'une première étape dans sa mission de service public. "Au moment où je parle, la ville de Dakar, via la Mcu, a engagé des discussions sérieuses pour la création du premier Skatepark public à Dakar, entre 2018 et 2019. C'est avec l'appui de la fondation Edmond de Rothschild, l'Institut français de Paris avec son programme 'Liaisons urbaines', la cité de l'Architecture à Paris et la Fédération sénégalaise de skate et de rollers avec Hawa Nar Fall comme présidente", a-t-il informé. ■

HABIBATOU WAGNE

ART ET MIGRATION

Pr Kassé analyse le phénomène

Dans le cadre de l'exposition "Condolérance les larmes de la peinture", de l'artiste Cheikh Niasse, le Pr Kassé a fait une communication sur art et migration. EnQuête vous fait la synthèse d'une partie de cette analyse.

"Art et migration", était l'un des sujets sur lesquels s'est penché jeudi le brillant critique d'art et professeur de lettres germaniques, Maguèye Kassé. Il était l'un des conférenciers de la conférence organisée dans le cadre de l'exposition "Condolérance, les larmes de la peinture", de l'artiste peintre Cheikh Niasse qu'accueille actuellement la Galerie nationale et qui court jusqu'au 6 mars prochain. Dans son analyse, Pr Kassé a indiqué que "l'histoire de nos pays, voire de notre continent et ce qu'elle retient du contact avec les autres parties du monde qui se sont mutuellement et positivement influencées montre, malgré tout, des formes de migrations aux effets positifs portés fondamentalement par l'art (...)". Ce qui engendre "en retour une nouvelle fonction dévolue à ce médium/ passeur d'idées, d'émotions génératrices d'une humanité aux caractéristiques universelles, donc d'une humanité nouvelle, facteur d'intégration, c'est-

à-dire d'identification à des valeurs communes faites de sympathie, d'empathie, de réconciliation de l'être avec lui-même donc libérées des contraires artificiellement entretenus". Par conséquent, se déplacer permet d'aller à la rencontre et découverte de l'être. En effet, "la migration devient facteur d'une nouvelle humanité née sur les cendre d'un monde en crise, celle de valeurs surannées de repli sur soi et celui qui en porte les signes devient un liant et non plus un facteur de désordre", remarque Pr Kassé. C'est le cas en Espagne, tel qu'il l'a relevé, plus précisément à Al Andalus où l'on sent l'héritage architectural, musical ou gastronomique arabo-musulmane. Il en est presque de même avec feu Ousmane Sow, premier Africain à l'Académie des Beaux-Arts de France. A travers la sculpture, il a "fait migrer des souvenirs, de l'histoire pour les rendre présents à l'esprit de manière à en apercevoir les éléments les plus significatifs dans

l'évocation de cultures longtemps ignorées, tenues à l'écart, voire niées ou bafouées comme celle des Noubas (...)". Son compatriote feu Amadou Sow qui vivait en Autriche a prouvé, en choisissant de s'établir dans ce pays, "par son talent une présence universelle de l'art du beau qui n'appartient à aucun continent, en propre et en exclusivité", selon Pr Kassé. Ce qui démontre, en outre, que "la migration des phénomènes de l'esprit se fait par l'art et l'artiste qui la porte par son talent dans des œuvres qui deviennent classiques par la pérennité des idées qu'elle inspire", renseigne M. Kassé.

D'illustrations en illustrations, Pr Kassé a démontré que ces règles sont valables dans des arts comme la musique citant à cet effet la rencontre dans la création du compositeur de jazz africain-américain Duke Ellington, de la grande Ella Fitzgerald et de Joan Miro. En littérature, Pr Kassé s'est basé sur la "réconciliation des contraires amorcée dans les

années 1960 après celle de la négritude révolte". Par ailleurs, cette tribune était également l'occasion pour le critique d'art de jeter un regard, même furtif, sur "les arts médiatiques". "La télévision comme médium qui devrait avoir une fonction interculturelle fait voir la migration sous des aspects d'information suspecte dans le traitement qu'elle en fait, dans des formes de stigmatisation auxquelles l'art apporte des réponses adéquates", constate Pr Kassé. C'est ainsi que "la photographie permet de migrer vers des horizons que seul l'art est à même de créer, en suscitant intérêt dans le déplacement qu'elle sait opérer dans des situations, ici aussi, de parti-pris de progrès, d'identification. Les photographies de Touré Mandé Mory m'inspirent ce point de vue dans la migration dont il permet l'interprétation vers des univers inconnus ou jusque-là dédaignés, voire volontairement ignorés". Enfin, Pr Kassé a démontré que "le 7e art prouve à suffisance cet aspect didactique que l'artiste insufflé à son œuvre en mettant plus que tout autre art à la portée de tout le monde tout le drame que contient le cadre dans lequel évoluent dans leurs variétés et situations respectives les protagonistes, à des degrés divers, des phénomènes migratoires contemporains". ■

B. BOB

CONTRATS D'EXPLORATION AU SÉNÉGAL

Total répond à Thierno Alassane Sall

D'un côté, il y a le Barça (Total) qui joue la Ligue des champions, de l'autre une équipe de navétane à Thiès (Cosmos Energy). Voilà l'image utilisée par les responsables de la compagnie pétrolière pour répondre à l'ancien ministre Thierno Alassane Sall.

■ BABACAR WILLANE

Entre Total, le géant pétrolier français, et les Britanniques de Cosmos Energy, il n'y a pas comparaison à faire. Le premier, disposant d'une capitalisation boursière de 120 milliards de dollars, ne boxe pas dans la même catégorie que le second, qui est à 3 milliards de dollars. Les propos sont de Momar Nguer, Directeur de la branche marketing de Total. Il répondait à une question relative à une déclaration de l'ancien ministre de l'Energie, Thierno Alassane Sall, selon laquelle Total n'a pas les moyens de faire l'exploration qui lui est confiée au Sénégal et que c'est Cosmos qui devait le faire. C'était hier, lors d'une conférence de presse, à l'occasion des 70 ans de Total au Sénégal. Selon M. Nguer, entre Cosmos et



Siège Total Sénégal

Total, "c'est comme le Barça ou le Réal qui joue la Ligue des champions et une équipe de navétane à Thiès (ville de Thierno Alassane Sall)". Concernant le silence de la société sur la position du ministre et son départ du gouvernement, il répond : "Je ne fais pas de la politique. Nous n'avons pas à commenter le rempla-

cement d'un ministre."

M. Nguer affirme qu'en ce qui concerne les contrats, tout est clair et transparent, à la fois du côté de l'Etat et de la compagnie. Il ne comprend pas, dit-il, tout ce bruit, sachant qu'ils ne sont pas les seuls à disposer de contrats. En plus, ce sont des dizaines de milliards que la société

investit, sans être sûre de trouver de l'or noir. "Arrêtons de fantasmer", s'exclame-t-il.

D'après lui, contrairement à ce qui est dit, Total était dans l'exploration dans les années 60. Mais c'était on-shore (sur terre), en Casamance. Du pétrole a été découvert, mais c'était de petits puits, en plus d'être du fioul lourd. C'est lorsque la technologie a avancé et que les compagnies spécialisées se sont mises à utiliser d'autres moyens, qu'ils sont revenus eux aussi avec de "nouvelles lunettes".

Par ailleurs, pour éviter des accidents avec les pêcheurs, lors des travaux d'exploration, les responsables de Total disent avoir déjà pris toutes les mesures nécessaires. Selon le directeur de l'exploration, deux équipes sillonnent le pays, de Dakar à Joal, pour leur parler de ce qui se fait et la nécessité de ne pas s'approcher des bateaux qui sont actuellement quatre, en attendant l'arrivée d'un cinquième. "Cent communautés de pêcheurs ont été rencontrées. Nous voulons travailler avec eux en toute harmonie", dit-il.

Ainsi, outre le dialogue, il y a aussi des équipements de sécurité comme les lanternes qui permettent aux pirogues d'être visibles la nuit. Il y a aussi du financement. A noter que l'entreprise a fait un chiffre d'affaires de près de 300 milliards en 2017. ■

DROGUE - DR HUBERT TRAORÉ SUR LA REDUCTION DES RISQUES

"Nous luttons pour que la loi soit plus flexible avec les consommateurs, pas pour les dealers"

La réduction des risques (Rdr) est une approche qui se concentre sur les conséquences sanitaires et socio-économiques chez les consommateurs de drogue. Accusée de faire la promotion de l'usage, la méthode est ici défendue par le docteur Hubert Traoré.

■ VIVIANE DIATTA (ENVOYÉE SPÉCIALE À OUAGADOUGOU)

En matière de consommation de drogue, mieux vaut prévenir. Car, une fois que l'individu a goûté au "fruit interdit", il lui est difficile de s'abstenir. Les premiers centres de soins spécialisés ont vu le jour dans les années 1970, en marge du système de santé. C'est l'épidémie galopante du Vih/sida, dans les années 1980, qui impose la réduction des risques (Rdr) comme l'approche la plus évidente et plus efficace pour lutter contre les dommages causés par l'usage de drogues.

Selon le médecin en santé publique au Burkina Faso, il n'y a pas de stratégie de prévention ou de traitement qui fonctionne sur tous les usagers. Docteur Hubert Traoré estime que l'important, c'est de proposer des options et de faciliter l'accès à un large panel d'interventions qui répondent aux besoins des usagers et les aident à rester en vie. "Les individus et les communautés affectés ont besoin d'être impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de réduction des risques. Il ne s'agit pas de n'importe quels risques, mais ceux liés aux effets des produits consommés, au mode de consommation et les risques sociaux. Nous luttons pour que la loi soit plus flexible avec les consommateurs,

mais pas pour les dealers", a précisé le Dr Traoré.

S'agissant des risques liés aux effets des produits utilisés, il y a les overdoses avec de multiples symptômes en fonction de la drogue consommée. S'agissant des conséquences, ils peuvent aller jusqu'au décès, en passant par la baisse de la vigilance pouvant conduire à des prises de risques sexuels entraînant des risques accrus vis-à-vis des Ist/Vih/Vhb/Vhc (plus fréquent avec la cocaïne et ses dérivés), de la dénutrition par manque d'appétit et le mauvais état bucco-dentaire. Il y a également la rétention urinaire, les troubles de la libido, la perturbation de cycles menstruels (héroïne), les complications cardiovasculaires, pulmonaires, neurologiques, rénales et oculaires (cocaïne) et les troubles psychologiques : altération du sommeil, troubles de l'humeur, troubles bipolaires, troubles psychotiques.

Pour ce qui est des risques liés au mode de consommation, ils sont relatifs aux problèmes dermatologiques et cardiovasculaires. Il y a aussi les infections (bactériennes, virales, etc.) à transmission sanguine ou cutanée Vih, Vhb, Vhc, Tb, etc., du fait du partage du matériel de consommation. Les problèmes pulmonaires sont également notés avec des coupures, des brûlures, des ulcères, des plaies au niveau Orl et digestif.



Concernant les risques sociaux, on peut citer les comportements antisociaux, les risques d'exclusion (familiale, amicale, professionnelle, sanitaire), l'itinérance et la stigmatisation, les risques judiciaires (incarcérations) et ceux liés au trafic et au deal (violences, répression policière, etc.) et à la pauvreté.

A en croire le docteur Hubert Traoré, de prime abord, les gens sont sceptiques sur l'efficacité d'une approche comme la réduction des risques. C'est pourquoi de nombreuses barrières persistent pour sa mise en œuvre. "Beaucoup de gens soutiennent que la Rdr incite les usagers de drogue à en consommer, que son coût peut être utilisé pour réduire la consommation ou lutter contre les drogues ou soigner des personnes qui le méritent plus". D'après le médecin, il y a d'autres qui disent que c'est

une approche qui ne facilite pas l'abstinence et met en danger la sécurité publique. Ainsi, certains individus ne manquent pas de les inviter à s'adresser à des personnes responsables et non à des usagers de drogue. Il y a aussi l'aspect juridique qui est reproché à la Rdr. "Ceux qui disent que ce que nous faisons est une légitimation de l'usage de la drogue en contradiction avec les lois, c'est parce qu'ils n'ont pas compris la valeur et l'importance de cette lutte que nous menons", s'est-il défendu.

Selon lui, historiquement, les programmes qui se focalisent sur la réduction ou l'arrêt de la consommation n'ont pas montré des résultats constants et satisfaisants. L'approche de la réduction des risques, par contre, est reconnue aujourd'hui comme une méthode efficace dans des contextes économiques, culturels et politiques variés, sauvant, du coup, d'innombrables vies. Hubert Traoré a affirmé que dans les pays appliquant depuis longtemps la Rdr comme la Suisse, la Grande-Bretagne ou l'Australie, le nombre de nouvelles infections au Vih parmi les usagers de drogues (Ud) est quasi nul. "Au Népal, le passage à la Rdr entre 2002 et 2011 s'est accompagné d'une réduction de la prévalence du Vih de 68 % à 6.3 % parmi les Ud. L'Ukraine présente la même évolution, avec une diminution de 41.8 % à 19.7 % de prévalence du Vih parmi les Ud, lors des 10 dernières années (2006-2016) pendant lesquelles la Rdr était de plus en plus appliquée. Alors qu'aux Philippines, pendant la même période et sans développement de la Rdr, la prévalence du Vih parmi les Ud est passée de 1 % à 41,6 %", a-t-il souligné. S'agissant de l'Afrique subsaharienne, peu de données sont disponibles jusqu'à présent. ■

BRAS DE FER ETAT-SYNDICATS

Les enseignants du Pastef dans la danse

Le mouvement des enseignants du Pastef n'est pas en reste, dans la revendication syndicale. En conférence de presse hier, ses dirigeants se sont exprimés sur les impôts et sur les évaluations standardisées.

Le mouvement des enseignants du Pastef (patriotes du Sénégal) rejoint les autres syndicats d'enseignants dans la lutte pour le respect des accords. Face à la presse hier, au siège de leur parti, ils ont apporté leur soutien aux syndicats qui sont actuellement en pleine lutte. Le coordonnateur national des enseignants du Pastef, Moustapha Faye, a ouvertement dénoncé ce que lui et ses camarades considèrent comme des injustices à corriger dans le système éducatif. Cette correction concerne, entre autres points, les retards dans les avancements qui ont une incidence sur le salaire. Sachant que les lenteurs administratives ont des conséquences négatives sur la carrière des enseignants, ceux du Pastef dénoncent que la carrière de l'enseignant soit hypothéquée "depuis 2012", par l'absence de réunions régulières des commissions d'avancement. Et les conséquences sont parfois énormes. "Si vous faites quinze ans, vous êtes intégrés dans la Fonction publique. Vous pouvez perdre cinq ans, peut-être que vous aviez 34 ans ; vous êtes intégrés à 38 ans. A ce moment, vous ne pouvez plus être fonctionnaires vous êtes décisionnaires." Sans compter le problème d'équité dans le système de rémunération. "Des fonctionnaires de même hiérarchie gagnent quatre à cinq fois plus que les enseignants. C'est leur chance. Nous ne demandons pas que leurs salaires soient réduits, mais nous voulons que l'Etat traite ses agents de façon équitable".

Le partisan de Sonko se désolé également du fait que depuis plusieurs années, on ne recrute plus de personnel spécialisé à l'école (infirmiers, assistants sociaux, bibliothécaires, animateurs culturels). M. Faye invite ses collègues à écrire au ministère des Finances pour que, s'il y a un surplus sur les retenus d'impôts, qu'ils puissent être rétablis dans leurs droits. Sur ce point, il demande aux syndicats d'encadrer leurs membres. Il a d'ailleurs promis de communiquer l'article 171 du Code général des impôts. Sur les évaluations standardisées, il demande un préalable, car, souligne-t-il, beaucoup d'écoles ne commencent pas en même temps ou manquent de professeurs. ■

AIDA DIENE

"Les frais d'inscriptions ont augmenté"

La question des inscriptions s'est invitée hier dans la conférence de presse des enseignants du Pastef. Wally Ndour, membre du mouvement, affirme que les parents payent désormais plus que ce qui est communiqué. Un décret est sorti officiellement pour la concrétisation, ajoute-t-il. "Les frais d'inscriptions se sont multipliés. Les élèves qui sont en classe de Cm2 donnent maintenant 1 000 F Cfa à la place de 250 F Cfa. Pour ceux qui passent le Bfem, les frais d'inscriptions étaient fixés à 500 F Cfa ; maintenant c'est 2 000 F Cfa. Dans les centres régionaux, des frais d'inscriptions sont créés à 10 000 F Cfa, la formation continue est un droit acquis, donc il n'y a pas lieu d'augmenter les frais", dénonce M. Ndour. Les inscriptions, dit-il, étaient fixées à 2 000 F Cfa.

Selon lui, aujourd'hui, le Sénégal n'est plus un miroir, car beaucoup de pays limitrophes n'envoient plus leurs citoyens pour qu'ils soient formés. Il a déclaré que la tendance, de nos jours, c'est d'aller au Rwanda, au Kenya, puisque ce qui est théorisé au Sénégal est pratiqué dans ces pays. ■

DÉLABREMENT AVANCÉ DES IMMEUBLES HLM HANN-MARISTES

Les habitants alertent sur une catastrophe imminente

Les occupants des immeubles en ruine des Hlm Hann-Maristes alertent les pouvoirs publics sur une probable et imminente catastrophe et invitent l'Etat à prendre toutes ses responsabilités.

■ MAMADOU YAYA BALDE

Pas de médecin après la mort ! C'est en substance le sens de l'alerte lancée hier par le Collectif des habitants des immeubles en ruine des Hlm Hann-Maristes. En conférence de presse sous les bâtiments en état de délabrement très avancé, les occupants ont fustigé la gestion de ce problème qui dure depuis 15 ans. "Nous attirons l'attention du président de la République et de son gouvernement, garants de la sécurité de tous les citoyens, sur le fait qu'il y ait une partie des populations sénégalaises en danger. Les dalles de nos immeubles sont en train de s'écrouler et il y aura bientôt un scandale ici. Ce n'est pas quand il y a des catastrophes qu'il faut prendre son bâton de pèlerin, venir garer des véhicules et déplore", a prévenu Laurent Santos, Président du Collectif des habitants des immeubles en ruine des Hlm



Hann-Maristes. Il précise que 20 immeubles sont concernés par cette préoccupante situation.

"Depuis 2005, on nous a vendu des immeubles qui ne sont pas en bon état. Ces immeubles ont des problèmes de plomberie, de dalles qui s'effondrent. Ce qui a amené la Snhlm à reloger certains sinistrés. Ce

que nous remarquons aujourd'hui, c'est que les Hlm n'arrivent plus et n'ont plus les moyens de gérer la situation. D'après les informations dont nous disposons, la Snhlm reçoit 420 millions par an. Avec cette somme, la société aurait pu refaire les immeubles ou chercher des partenaires. Ce qui n'a pas été fait", a

expliqué M. Santos.

Côtoyant le danger et les risques d'un effondrement de leurs immeubles, les habitants des Hlm Hann-Maristes ont démarché, avec la Snhlm, des partenaires pour la réfection des bâtiments. Dans un premier temps, ils ont trouvé des Chinois preneurs qui n'auraient rien demandé à l'Etat, si ce n'est une garantie financière de 250 milliards. Mais, au dernier moment, le projet "Icône", qui constituait l'ultime espoir de ces habitants a capoté. A la place des Chinois, l'Etat a préféré confier le dossier à la Caisse des dépôts et consignation avec une garantie de 70 milliards de francs Cfa. Ce qui n'est pas du goût des occupants qui se montrent assez sceptiques quant à l'efficacité de la Caisse des dépôts et consignation à l'exécuter dans les plus brefs délais. "Il y a deux semaines de cela, le directeur de la Snhlm nous a reçus et indiqué que le projet chinois n'est plus à l'ordre du jour. Nous ne savons pas ce qui se passe réellement entre la Snhlm et le ministère de l'Urbanisme. Nous ne pouvons plus continuer à attendre".

Le président et porte-parole du collectif souhaite une audience avec le président de la République, afin que les mesures qui s'imposent soient prises avant que l'irréparable ne soit commis. Car, avec leur ministère de tutelle, le collectif n'accorde plus sa confiance. ■

ÉCHANGES PORTUAIRES

Le Pad et le port d'Anvers renforcent leur coopération

Le Port autonome de Dakar (Pad) et les Autorités portuaires d'Anvers (Apa) ont signé, hier, un accord de partenariat, afin d'améliorer leurs services portuaires et d'augmenter les flux de leurs trafics via les autres pays du monde.



■ MARIAMA DIEME

Mettre en œuvre une coopération entre le Port autonome de Dakar (Pad) et les Autorités portuaires d'Anvers (Apa) de la Belgique, c'est le but du protocole d'accord signé, hier à Dakar, entre les directeurs généraux de ces deux structures. Selon les acteurs, cet accord sera mutuellement bénéfique dans le domaine du marketing et du développement des affaires. "Le choix de ce partenariat est dicté par le réalisme, au regard du positionnement respectif de nos ports par rapport à nos arrière-pays maritimes

ou terrestres, mais aussi par une volonté commune d'amélioration continue de nos services portuaires", a expliqué le directeur général du Port autonome de Dakar, Aboubacar Sedikh Bèye.

En effet, les sphères essentielles de la coopération entre les deux parties concernent l'établissement de contrats qui peuvent renforcer les liens entre les deux ports. Mais, selon les clauses de cet accord, si les deux parties adoptent une approche mutuelle à l'égard des opérateurs économiques, cela ne peut, de toute manière, pas porter préjudice aux relations individuelles existant entre

chacune des parties et les opérateurs. En dehors de cela, une collaboration accrue est visée en matière de génération de leads pour une publicité mutuelle. D'autres actions de marketing ainsi que l'organisation d'événements commerciaux conjoints sont aussi prévues.

Dans cette optique, les autorités portuaires ont jugé nécessaire d'échanger des informations non confidentielles sur le fonctionnement des ports, les douanes, la sécurité et la durabilité. "Votre port, pour être le premier en Europe, en ce qui concerne les trafics avec le continent africain, sera sans doute un interlocuteur privilégié pour accroître nos potentialités en direction du marché européen. Comme Dakar pourra servir de plateforme pour augmenter vos trafics sur le continent au regard de notre positionnement géographique", a soutenu le Dg du Pad.

Pour sa part, le directeur général du port d'Anvers, Kristof Waterschoot, a précisé qu'il ne s'agit pas d'accord de politesse. "C'est plutôt un vrai accord avec un plan de travail guidé par une vision de développer ensemble des projets dans le domaine de la formation et des investissements. C'est notre tâche comme autorités portuaires de demander à

nos secteurs privés de créer un bon lien entre nos deux pays et notamment nos deux ports. Ceci dans l'optique de renforcer la croissance économique des deux pays", a-t-il dit.

Le môle Cheikh Amadou Bamba (ex-môle 1) à réhabiliter

En réalité, ce lien existe déjà entre le Pad et les Apa. Car le successeur de Cheikh Kanté a rappelé que le royaume belge a toujours été au cœur du développement du Pad. Les entreprises belges, notamment Sealinvest et Jan de Nul, ont, selon M. Bèye, accompagné le port dans sa quête de performance, avec le wharf pétrolier et le drainage du chenal d'accès. "Votre engagement à travailler avec nous dans la réhabilitation du môle Cheikh Amadou Bamba (ex-môle 1) pour en faire un terminal polyvalent, est plus qu'une aubaine. Il rejoint notre ambition de faire du port de Dakar, à l'horizon 2021, le port le plus compétitif de la côte ouest-africaine", a-t-il dit.

Il faut noter que Sealinvest a investi 21 millions de francs Cfa dans le wharf pétrolier. Il vient aussi d'acquérir la part de Necotrans, à travers la société Alia. "Cette infrastructure portuaire est très importante pour le développement économique du Sénégal. Et je me réjouis que nous puissions mobiliser des partenariats avec le secteur privé et les entrepreneurs belges qui ont une grande et sérieuse expertise en matière d'infrastructure portuaire. Ils vont apporter leur contribution en termes d'investissement", a rassuré le Premier ministre de la Belgique, Charles Michel. Pour lui, cet élan de modernisation du Pad contribue à renforcer sa dynamique actuelle. ■

LUTTE CONTRE LA COUPE ABUSIVE DE BOIS A KOLDA

Le Cnrc va injecter 479 millions pour la gouvernance forestière

Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cnrc) et ses partenaires comptent injecter 479 millions de francs Cfa dans le département de Médina Yoro Foulfa (Myf), à travers le projet intitulé "Commun" financé par l'Union européenne qui milite pour la protection des ressources forestières.

Le trafic de bois dans la région de Kolda, plus précisément dans le département de Médina Yoro Foulfa, demeure un commerce très lucratif, qui rapporte énormément à la Gambie, base arrière de cette coupe illicite. Du fait de cette coupe abusive de bois, aujourd'hui, cette partie nord de la région de Kolda, considérée comme le grenier du Fouladou, est devenue un "désert". Dans le souci d'assurer une gestion rationnelle des ressources forestières, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux s'est engagé, en plus d'assurer la protection de la forêt du département, à procéder à un aménagement de certains massifs forestiers. Le but visé, à travers cette politique d'aménagement, est de permettre à la population de tirer des bénéfices de l'exploitation de la forêt sans compromettre son capital. Ce, grâce à une exploitation qui se fait de façon rotative, dont le rythme est conforme à la capacité de régénération des espèces coupées.

"Ce projet est intitulé 'Commun' (Citoyens et organisations locales mobilisés pour un meilleur usage des ressources naturelles). Parce que là, on s'est dit que ce projet doit appartenir à toute la population. Car la forêt est un bien. Et à Médina Yoro Foulfa, il y a énormément de problèmes liés à la coupe abusive de bois. Donc, pour la bonne gouvernance des forêts, nous avons décidé de travailler dans ce sens-là et prendre les préoccupations des populations", explique Amadou Mactar Mbow, Secrétaire général du Cnrc.

Plusieurs activités économiques sont inscrites dans l'agenda de ce projet. Il s'agit de la pêche, de l'élevage, de l'apiculture, du maraîchage, de l'emboûche, entre autres. Ainsi, les membres du Cnrc incitent les populations du département à rédiger des projets afin d'obtenir des financements et travailler pour subvenir à leurs besoins.

Les élus locaux de ladite localité se sont réjouis du choix porté sur leur contrée. "Les trafiquants de bois viennent de la Gambie et parfois même, ce sont les fils de la région de Kolda qui ont pillé la forêt au détriment des populations. Donc, si ce projet peut faire renaître l'espoir chez les populations, en régénérant la forêt, nous ne pouvons que nous en réjouir. Car, en tant qu'élus locaux, nous ne pouvons pas faire ce travail, du fait d'un manque de moyens financiers", a indiqué Abdoulaye Baldé, représentant le maire de Badion. ■

EMMANUEL BOUBA YANGA (KOLDA)

MOTS FLÉCHÉS • N° 2005 (FORCE 2)

ATTIRAIS
L'ÉMISSION

SIGNÉ DE
NARRANCE
PÈRE DE
PRÉDATEUR

COURS DE
FRANCAIS
PROFES
DENTEL

DIAMONS
A CUCON
PNEUVE

REFUSE
D'AMBAUR

NIER DE
SON ENU

UN NOUVEAU
THEATRE
WATSONS
CHASSEUR

ETRE
L'AMBIUS
SICILE
VENTION

MOUVAIT
DE
NIPPON

PERSONA
DITILS DE
BRICQUEUR

PROBLEME
ROUGE
A BARON
CHAUDE

NIROTOR

ENVIRONNEMENT

ENVIRONNEMENT
DE VA
CARRETER

EMBARRAS
AU PIED
L'ACCIDENT
DU GUEPE

POURCE
D'EMPLOI
FONDER

AGES DE
RECOULEUR
STIMULERS

NOTES DE
L'AGILE

IL BORT
DU CORNET

PRINCE
DES FILLES
RETROROS

REGULIER

ILLUSTRE
COLLEGE
ANGLAIS

CONVULSION
PRE DE
L'ECUR

VER
BLAND

REFUSER

EST DONC

NOUVELLE
BRICQUEUR
TITRES DE
L'UMERE

LA DOULEUR
CLASSIQUE

ILLUSTRE
COLLEGE
ANGLAIS

CONVULSION
PRE DE
L'ECUR

L'OPORTE
UN TITRE
DEGRE DE
FANTASIE

OBJET
DEPENSE
AU NIVEAU
DU PIED

AMOUR
RACOTE
ILLUSTRE

REPLISSANT
A LA FAC
D'ONNAGE
DES NOMS

NAT
D'AVANT
NOIR DE
CONDUIT

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

ETABLI
DE FACON
STABLE

SEUL
VETEMENT
D'ONNAGE
ANGLAIS

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

RECHERCHER
DE LA FAC
D'ONNAGE
DES NOMS

NAT
D'AVANT
NOIR DE
CONDUIT

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

GRANGE

DEVANT
NAPOLEON
COURANT
ALGERIEN

ENROULE
D'ONNAGE
DES NOMS

NAT
D'AVANT
NOIR DE
CONDUIT

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

JAUNE A
NEW YORK
UNIQUE
FANTASIE

RECHERCHER
DE LA FAC
D'ONNAGE
DES NOMS

NAT
D'AVANT
NOIR DE
CONDUIT

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

ASSUME

RECHERCHER
DE LA FAC
D'ONNAGE
DES NOMS

NAT
D'AVANT
NOIR DE
CONDUIT

PREPARE
COMMUNE
UN PORT
ALGERIEN

NOM DE
MOLEULE

TOURNAI

Numéros Utiles

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale :
800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONE
Renseignements Annuaire :
1212
Service Dérangements :
1213
Service Clients : 1441

EAU - SDE
Dépannage & Renseignements
800 00 11 11(appel gratuit)

ONAS
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
81 800 10 12(appel gratuit)

SENELEC
Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de
Chemins de Fer du Sénégal
(SNCS) : 33 823 31 40
Aéroport international Blaise
Diagne de Diass :
33 864 94 00
Port Autonome de Dakar
(24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68/ 33 825 08 19

horoscope

Bélier
Amour : étonnamment, c'est en restant sur des questions terre à terre que vous ferez progresser votre relation sentimentale. **Travail-Argent** : votre vigilance vous permettra de rectifier une erreur de taille. Misez sur votre efficacité. **Santé** : n'abusez pas des bonnes choses ou votre estomac va se rebeller.

Taureau
Amour : vous manquerez d'optimisme aujourd'hui. Allez allez, on se reprend, tout n'est jamais noir ou blanc dans la vie ! Faites-vous plaisir, c'est le meilleur moyen de remonter un moral dans les chaussettes. **Travail-Argent** : vous serez plus combatif que d'habitude. Mais ce ne sera pas le moment de provoquer des conflits. Il n'y a que vous-même que vous devrez convaincre de vos capacités. Inutile de marcher sur les autres. **Santé** : vous avez besoin de faire du sport.

Gémeaux
Amour : évitez toute interférence entre votre vie privée et votre vie professionnelle. L'ambiance familiale sera favorable au dialogue et à la complicité. Aucun risque de tension ou d'incompréhension. **Travail-Argent** : attaquez-vous aux travaux ou entreprises exigeant de l'audace, de l'esprit d'initiative. Le climat astral vous aiguillonnera et vous poussera à prendre des initiatives professionnelles. Sur le plan matériel, l'amélioration sera progressive. **Santé** : votre tonus sera en légère baisse. Un peu de fatigue et de lassitude, ou au contraire trop de nervosité.

Cancer
Amour : vous entrez dans une période très harmonieuse. La communication devient plus facile et l'ambiance plus légère. Votre charme sera très efficace. **Travail-Argent** : une intense activité règne dans le secteur financier mais vous n'en verrez les résultats que dans quelque temps. Prenez votre mal en patience, vous n'avez pas le choix. **Santé** : vous ne manquerez pas de tonus si vous évacuez votre tension nerveuse.

Lion
Amour : ce sera à vous de prendre les décisions car votre autorité aide les autres à avancer. Vous serez considéré comme le pilier de votre foyer et vous aurez de lourdes responsabilités à assumer. **Travail-Argent** : vous avez envie de réaliser de nombreux projets, mais vous n'osez pas vous lancer. C'est pourtant le bon moment. Prenez votre courage à deux mains, vous devez absolument passer par dessus vos craintes. **Santé** : votre moral est en hausse.

Vierge
Amour : essayez de prendre les choses avec un minimum de recul et un maximum d'humour ! La vie de famille sera plus agréable. **Travail-Argent** : vous saurez être convaincant et votre énergie débordante fera des émules. Vous devriez faire vos comptes avant de faire de nouvelles dépenses. **Santé** : tout va bien malgré des risques de crampes.

Balance
Amour : vous avez un charme certain et vous n'en faites pas usage ! C'est dommage. Vous rendre-compte que vous êtes tout à fait capable de séduire vous redonnerait une certaine confiance en vous. **Travail-Argent** : votre conception de l'organisation du travail n'est pas toujours la meilleure, écoutez les conseils de spécialistes. Si vous acceptez de mettre votre orgueil de côté, vous pourriez obtenir d'excellents résultats. **Santé** : risque de crampes d'estomac.

Scorpion
Amour : évacuez les petits problèmes quotidiens et gardez votre sérénité. Si vous vous attardez sur des détails sans importance, vous allez perdre un temps précieux. **Travail-Argent** : un temps de répit s'annonce, c'est le moment de faire un bilan sur les dernières semaines. Réunissez vos collaborateurs pour corriger les erreurs et repartir sur de bonnes bases. **Santé** : votre tonus est en dents de scie.

Sagittaire
Amour : en famille ou entre amis, vous évoluerez dans une ambiance harmonieuse. La journée s'annonce agréable. **Travail-Argent** : vous aurez à faire face à quelques incidents de parcours qui pourraient vous freiner dans votre élan. **Santé** : vous bénéficierez d'une belle vitalité.

Capricorne
Amour : célibataire, vous pourriez ne pas le rester longtemps ! Les astres soutiennent le secteur des amours. Mais êtes-vous prêt à passer le cap de l'engagement ? **Travail-Argent** : votre intelligence et votre vivacité d'esprit seront décapées. Le succès devrait arriver très vite si vous savez vous entourer. Sachez choisir les bons projets. **Santé** : bonne résistance nerveuse.

Verseau
Amour : en couple, vous aurez des doutes sans raison valable. Ne gâchez pas tout par votre méfiance. Célibataire, votre ciel amoureux sera parfaitement dégagé. Vous qui vous méfiez des émotions incontrôlées, vous serez cette fois très romantique ! **Travail-Argent** : ne cherchez pas l'affrontement. Vos propos pourraient être mal interprétés par certains de vos collègues. Des aspects planétaires positifs influenceront le secteur de la carrière. Vous verrez vos efforts récompensés par une promotion ou bien vous évoluerez dans une voie différente. **Santé** : vous serez moins dynamique. Reposez-vous davantage et restez vigilant au volant !

Poissons
Amour : vous voulez tout, tout de suite. Pourtant il vous faudra de la patience pour atteindre votre but. N'allez pas tout gâcher en précipitant les choses, ce serait trop bête. **Travail-Argent** : vous allez être obligé de choisir votre camp dans un conflit professionnel qui pourtant ne vous concerne pas vraiment. Essayez d'être le plus diplomate possible. **Santé** : risque de problèmes intestinaux.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 2004

■ B ■ C ■ Z ■ P ■ P ■ M ■ A
DEMAGOGIES ■ UNS
■ RETROUVAILLES
ANNIE ■ ROUTIERE
■ ADO ■ EUT ■ TETON
URINAL ■ ET ■ SANA
■ DESUET ■ RUS ■ I ■
ILS ■ SAUNA ■ EGEE
■ E ■ OPTA ■ FUSENT
ARABIE ■ MIN ■ ISO
■ M ■ TC ■ DICTES ■ C
LIQUEURS ■ ECHOS
■ TUS ■ LO ■ ALLAT ■
REE ■ FUMER ■ USAS
■ ■ UTILE ■ ERS ■ NE
AVERSE ■ TOUER ■ C
■ E ■ E ■ SERPE ■ EVA
PLANT ■ NIA ■ CAIN
■ AUTANT ■ GROG ■ T
ANDIN ■ RIE ■ LIME
■ TENTE ■ E ■ SPORES

MOTS MELES • N° 1271

Laideur extrême

HIDEUR

SUDOKU N° 1670

4	1	3	7	6	2	8	5	9
9	7	5	4	8	1	3	2	6
2	6	8	9	3	5	4	7	1
7	4	6	3	5	9	2	1	8
5	8	2	1	4	7	9	6	3
1	3	9	6	2	8	7	4	5
6	9	7	8	1	4	5	3	2
8	5	1	2	7	3	6	9	4
3	2	4	5	9	6	1	8	7

SUDOKU N° 1671

7		5						
1	4			2	9	8	5	
			6		1	9	7	
	5	4	8		3	7		2
	6			1	4		9	
		8			3			
5		2			6		3	9
				7			6	5
	3	1	9	4				

HEURES DE PRIÈRES	
HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 06:24
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:26
	• Guéwé : 20:26

MOTS MÉLÉS EXPRESS N° 1272

Commence à paraître

ANTIQUE

AVARIER

GEDRE

DECOIFFE

DETREMPE

DROLE

ECLAIRE

ERODE

ESPAGNOL

EVENTRE

FAUCILLE

GRIMPEUR

LANDAIS

MOISI

OREIR

PETROLE

PEUPLIER

PRENEUSE

RABROUE

RAIDIE

SECUNDO

SUIVEUR

TAILLEUR

TANTINE

E	I	D	I	A	R	E	F	F	I	O	G	E	D	R
P	E	T	R	O	L	E	R	I	A	L	C	E	U	U
C	E	D	R	E	I	R	A	V	A	P	E	E	E	E
R	O	I	G	R	I	M	P	E	U	R	V	S	L	L
A	N	T	I	Q	U	E	O	N	N	I	E	P	L	L
B	S	E	C	U	N	D	O	I	U	I	N	A	I	I
R	B	L	A	N	D	A	I	S	S	D	T	G	C	A
O	P	R	E	N	E	U	S	E	R	I	R	N	U	T
U	P	E	U	P	L	I	E	R	O	D	E	O	A	E
E	P	M	E	R	T	E	D	R	O	L	E	L	F	T

Election 2019, mode d'emploi !

L'espace politique est marqué par des passes d'arme entre la majorité (le président de la République, Macky Sall et son premier ministre, Mohammad Boun Abdallah Dionne) et certains leaders politiques de l'opposition (Idrissa Seck, Cheikh Bamba Dieye) augurent des élections présidentielles non seulement serrées, disputées mais dans un climat porteur de germes de perturbations et de déstabilisation. Plutôt que de s'engager dans une logique de guerre de tranchées ou de guerre médiatique prématurée dont la phase emblématique est la production de discours polémique, d'actes partisans ou de stratégies de dénigrement et d'accusation, les responsables politiques ont intérêt à relever le défi de l'émergence. Par pragmatisme, nos politiques publiques, en plus des programmes du PUDC, méritent d'être renforcées dans les zones rurales pour anticiper les solutions structurelles ou conjoncturelles relatives aux inondations en saison des pluies et aux incendies dans les villages. Dans cette démarche, nous avançons, peut-être naïvement, cette proposition consistant à signer une convention avec les cimenteries pour transformer radicalement la physionomie des villages dans tout le pays au bout d'un quinquennat. Ainsi, on ne verrait plus des maisons en banco ou terre cuite s'effondrer aux premières pluies et les incendies de cases en paille qui détruisent des récoltes compromettant la survie d'une partie de ces populations. Cette initiative permettrait de changer considérablement la vie dans ces localités confrontées de façon récurrente à ces difficultés. Cela dit, l'élection présidentielle de 2019 comporte des enjeux importants car elle annonce, pour la majorité sortante, la fin d'un mandat et la possibilité de son renouvellement en même temps elle offre une opportunité à l'opposition de conquérir le pouvoir s'acheminant ainsi vers une troisième alternance politique.

En effet, La fabrication de l'opinion publique s'effectue dans un environnement où la confrontation des acteurs porteurs de légitimité reconnue se déroule dans un espace apaisé et garanti par des instruments politiques et institutionnels qui constituent le fondement de la démocratie. Or, on a l'impression, au regard de cette ambiance feutrée, que la politique est l'art de la diversion, de la production de la violence symbolique ou de l'instauration d'un climat de tension permanente et de méfiance réciproque. Les désaccords profonds dans les concertations sur le processus électoral sont une parfaite illustration de cette obstination à faire de la politique un lieu de combat entre gladiateurs du système, décidés à en découdre pour la préservation d'intérêts personnels, de clans ou la passion de prendre sa revanche. Alors, la lancinante question revient au galop, elle se traduit par les nombreuses attentes des citoyens qui espèrent une meilleure prise en compte et amélioration de leurs conditions de vie à travers des politiques publiques idoines. Cependant, les déclarations des uns et des autres dans le paysage médiatique semblent s'écarter de ce tropisme dans une optique de nourrir des ambitions contradictoires de conservation ou de conquête du pouvoir. Nous sommes dans un pays pauvre même s'il aspire à l'émergence ; les besoins sont énormes pour satisfaire les populations en termes d'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, aux voies de communication, à la production alimentaire et à l'habitat. Les priorités se situent là.

En tirant des leçons de trois voyages en Chine, il convient de noter que les prouesses économiques de ce pays dit émergent proviennent, entre autres, des efforts consentis dans cette pre-



mière série de priorités précitées. Il ne sert à rien d'engloutir des milliards dans des projets qui ne correspondent pas à notre niveau de développement, nous devrions suivre des étapes et ne pas les brûler afin de relever le défi de l'émergence. Par pragmatisme, nos politiques publiques, en plus des programmes du PUDC, méritent d'être renforcées dans les zones rurales pour anticiper les solutions structurelles ou conjoncturelles relatives aux inondations en saison des pluies et aux incendies dans les villages. Dans cette démarche, nous avançons, peut-être naïvement, cette proposition consistant à signer une convention avec les cimenteries pour transformer radicalement la physionomie des villages dans tout le pays au bout d'un quinquennat. Ainsi, on ne verrait plus des maisons en banco ou terre cuite s'effondrer aux premières pluies et les incendies de cases en paille qui détruisent des récoltes compromettant la survie d'une partie de ces populations. Cette initiative permettrait de changer considérablement la vie dans ces localités confrontées de façon récurrente à ces difficultés. Cela dit, l'élection présidentielle de 2019 comporte des enjeux importants car elle annonce, pour la majorité sortante, la fin d'un mandat et la possibilité de son renouvellement en même temps elle offre une opportunité à l'opposition de conquérir le pouvoir s'acheminant ainsi vers une troisième alternance politique.

Mais d'ores et déjà, comment se décline la stratégie des deux camps devant ces échéances cruciales dans la vie politique du pays ?

L'analyse du discours et de l'action politique de la majorité présidentielle, autrement dit de la coalition « Benno Bokk yaakaar », fait apparaître les contours d'une campagne s'appuyant sur le bilan de la politique menée depuis l'avènement de la seconde alternance. Elle peut se résumer à l'aune des politiques publiques dans les domaines de la santé et des affaires sociales (Couverture Maladie Universelle, Bourses sociales), des infrastructures routières, urbaines, rurales, ferroviaires (autoroutes, ponts, ville nouvelle, Diamniadio, TER, train express régional, PUDC, etc.). Le socle de la politique économique et sociale est le Plan Sénégal Emergent (PSE) auquel s'adossent

toutes les orientations devant conduire au développement inclusif du pays. Cette trouvaille s'avère la trame d'une pensée économique endogène en attendant l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz permettant d'asseoir et de consolider des perspectives prometteuses. Sur le plan politique et juridique, des réformes sont envisagées parachevant les grandes lignes de cette alternance au sommet de l'Etat. Le bilan global de cette politique éclairera le sillage de la campagne gouvernementale pour les élections du 24 février 2019.

Toutefois, un bilan, aussi positif soit-il, ne représente pas une garantie pour gagner les élections présidentielles, puisque l'expérience malheureuse, vécue par l'ancien président Abdoulaye Wade, est édifiante dans ce sens. En tout état de cause, le recours, en 2012, au vote utile met en évidence le comportement électoral des Sénégalais suffisamment dotés de capacités politiques et citoyennes donnant raison au choix du vote sanction permettant de tourner cette page politique traversée par de nombreux paradoxes qui en relativisent les résultats. La période de fin de mandat se révèle souvent compliquée en raison des contraintes à gérer, d'autant plus que la marge de manœuvre se rétrécit face à un front social, déterminé à obtenir la satisfaction des revendications syndicales sur lesquelles la majorité avait pris des engagements qu'elle peine maintenant à respecter. De plus, les jugements de valeurs, portés par des proches du président et des politiques, à travers des propos chargés de condescendance à l'endroit des acteurs du système éducatif, ne sont pas de nature à apaiser l'atmosphère. Cette erreur d'appréciation accroît l'incompréhension dans la mesure où le renforcement du pouvoir d'achat et la densification de cette catégorie sociale confortent la marche vers l'émergence.

Du côté de l'opposition, nous assistons à une sorte de compétition par des déclarations de candidature sans réelle prise en compte de la pertinence des enjeux ni d'une évaluation de l'agenda politique encore moins d'une réflexion sur la stratégie permettant de mutualiser les forces au service d'une finalité ou finitude politique. Comment pourra-t-elle transcender ses divergences et inscrire son

action dans le sens d'une mouvance victorieuse ? Va-t-on, au contraire, continuer à entretenir l'illusion d'un passage au second tour comme si tout est déjà programmé ? En politique rien n'est donné d'avance, tout est combat sur le terrain sans tomber dans le travers de Machiavel, avec cette idée force fondée sur l'imagination devant guider l'action dans un contexte particulier où tout faux pas se paiera cher. Alors dans ce cas précis, l'alternative n'est pas la fragmentation même si elle est contrôlée, mais plutôt la recherche programmatique consensuelle avec l'œil sur l'horloge puisque le temps est précieux en cette période de précampagne.

Cependant, une question s'impose sans arrière-pensée. Parmi les leaders de l'opposition y-a-t-il un présidentiable doté d'atouts susceptibles de lui faire gagner l'élection présidentielle face au candidat de la majorité ? A priori, cette question n'est pas facile à trancher au regard de la configuration du paysage politique, plus précisément de l'opposition. La plupart des leaders sont les produits du système en dehors de quelques rares exceptions comme Ousmane Sonko de Pastef (Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) ou El Hadji Issa Sall de PUR (Parti de l'unité et du rassemblement) pour ne citer que ceux-là. Dans ce contexte de gouvernance contrastée et de désaffection du politique, le positionnement d'un "ancien leader", quelle que soient son expérience politique et sa maîtrise de la communication, n'apparaîtra pas forcément aux yeux de l'opinion comme une candidature de rupture par rapport aux pratiques décriées dans la gestion du pouvoir sous les différents régimes qui se sont succédés. Au demeurant, la candidature d'une personnalité nouvelle, appartenant à la société civile au vrai sens du terme et soutenue par cette opposition coalisée, augmenterait les chances de changer la donne politique si elle est basée sur un projet de société alternatif, portée par une équipe imprégnée de nouvelles valeurs et d'éthique dans la façon de faire autrement de la politique loin des contingences politiciennes. Dans cette optique, une démocratie participative et une grande attention accordée à l'opinion publique seront les pistes à privilégier dans ce retour du politique tant souhaité pour aborder les questions de fond pour le développement harmonieux du pays. En effet, la réussite de l'élection présidentielle de 2019 dépendra de la volonté politique de lever toute équivoque sur les modalités de son organisation pratique et surtout éviter les graves dysfonctionnements observés lors des législatives de juillet 2017. ■

PAR MOUSSA DIAW,
ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN SCIENCE
POLITIQUE, UGB SAINT-LOUIS

AFRIQUE / MONDE

**MORT DE 15 CASQUES BLEUS
EN RDC**

L'ONU admet des "failles"

Des attaques en décembre 2017 contre des casques bleus en République démocratique du Congo, ayant fait notamment 15 morts tanzaniens, ont mis en lumière plusieurs "failles" dans l'entraînement et le dispositif onusien, ont affirmé vendredi 2 mars les Nations unies.



Citant les conclusions d'une enquête dirigée par un fonctionnaire russe, Dimitri Titov, l'ONU confirme dans un communiqué que l'attaque a été vraisemblablement commise par des combattants du groupe Alliance des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé ougandais musulman, actif dans le Nord-Kivu frontalier de l'Ouganda.

Appel à des "correctifs urgents"

Les enquêteurs ont mis à jour "plusieurs failles dans l'entraînement et le dispositif de la Monusco [la Mission des Nations unies au Congo] ainsi que dans sa force d'intervention rapide (FIB)". "L'équipe d'enquêteurs a remarqué que la Mission n'avait pas de surcroît de plan d'action pour renforcer ou évacuer ses casques bleus pendant l'attaque", précise le communiqué.

"Des problèmes de commandement et de contrôle, de direction et un manque de moyens, notamment aéronautiques et en matière de renseignement, ont aussi été des obstacles majeurs et nécessitent des correctifs urgents."

Le texte des Nations unies précise que plusieurs mesures ont été prises depuis ces attaques, de l'éclairage des installations à l'agrandissement des périmètres de sécurité dans plusieurs bases de casques bleus à travers le pays.

Deux autres attaques dans la région

Lors de cette attaque de la base de située dans l'est du pays à Semuliki, qui a duré une douzaine d'heures, 15 casques bleus tanzaniens ont été tués, 43 blessés, et un casque bleu de même nationalité est toujours porté disparu.

Les enquêteurs de l'ONU, dont le rapport ne sera pas rendu public, ont également travaillé sur deux autres attaques menées dans la même région de Mamundioma les 16 septembre et 7 octobre.

"Les trois attaques contre les casques bleus ont été menées selon le même mode opératoire et toutes les preuves convergent pour désigner les ADF comme responsables", indique le communiqué de l'ONU. ■

LE MONDE

FOOT - LIGUE DES CHAMPIONS

L'UEFA dévoile la nouvelle version et réserve une petite surprise à la France !

La prochaine mouture de la Ligue des Champions vient d'être dévoilée par l'UEFA. Si cette dernière a confirmé les changements d'horaires et les quatre qualifiés d'office pour l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne, l'UEFA a également réservé une petite surprise au cinquième à l'indice UEFA, c'est-à-dire la France.

A une semaine jour pour jour du choc entre le PSG et le Real Madrid en huitième de finale retour de la Ligue des Champions, l'UEFA vient de dévoiler les contours de la prochaine mouture de la plus prestigieuse des compétitions européennes. Un véritable tournant pour la C1 avec l'introduction de nouveaux horaires (matches prévus à 19h et 21h) et d'un nouveau système de qualifiés. Exit le système actuel et place à une organisation qui va faire la part belle aux quatre nations les mieux classées à l'indice UEFA. La saison prochaine, l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre



et l'Italie bénéficieront de quatre qualifiés d'office en phase de poules.

Respectivement 5e et 6e, la France et la Russie n'en auront que

deux mais pourront obtenir un troisième qualifié pour la phase de poules. La France peut être considérée comme lésée, mais paradoxalement, elle aura tout de même plus de chances de se qualifier. En effet, le troisième de Ligue 1 aura l'assurance d'éviter un cadreur anglais, italien, espagnol ou allemand puisqu'ils sont tous qualifiés d'office. Ainsi et sans manquer de respect aux clubs belges, turcs ou russes, le club français partira avec une étiquette de favori et évitera la mésaventure de Nice par exemple, éliminée par Naples l'été dernier.

Une potentielle bonne nouvelle pour le 3e de Ligue 1 !

Au-delà de cette spécificité, la France pourrait même voir le troisième de L1 (actuellement l'OM) se voir exempter de tour préliminaire comme l'UEFA explique ceci sur son site officiel : "si le tenant de l'UEFA Europa League s'est qualifié pour la phase de groupes via son championnat national, la place laissée vacante est attribuée au troisième de l'association classée cinquième (France), qui dispute sinon la voie de la ligue." Comprenez ainsi que si l'Atlético Madrid, le Borussia Dortmund ou tout autre club encore qualifié en huitième de finale, et qui peut potentiellement se qualifier directement via son championnat national, remporte la Ligue Europa et qui, de fait, se qualifie pour la Ligue des Champions libérera une place en phase de poules à la France. Une bonne nouvelle pour la France et l'assurance de bénéficier de trois représentants si tous les facteurs expliqués plus haut se déroulent. ■

(FOOTMERCATO.NET)

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - GUINÉE

Paul Put, nouveau sélectionneur



(APS) Le technicien Paul Put a été nommé vendredi sélectionneur national de la Guinée, a annoncé le président de la Fédération guinéenne de football (FEGUIFOOT) en conférence de presse. Le technicien belge qui a récemment résilié le contrat le liant au Kenya, avait conduit le Burkina Faso en finale de la CAN 2013 jouée en Afrique du Sud. Actuellement dans la capitale kényane, le technicien belge devrait selon la presse guinéenne parapher son contrat ce week-end pour une durée de 2 à 3 ans. Agé de 61 ans, il avait entraîné les Scorpions de la Gambie de 2008 à 2011 et c'est sous son magistère que la sélection gambienne était venue faire match nul 1-1 contre celle du Sénégal au stade Léopold Sédar Senghor. Ce nul avait éliminé les Lions de la CAN et de la Coupe du monde 2010. Paul Put qui avait aussi dirigé le club algérien (2016-2017) de l'USM Alger et la sélection jordanienne (2015-2016) succédera à Lappé Bangoura limogé en pleine phase finale du CHAN (Championnat d'Afrique des nations). La Guinée a été éliminée au premier tour de cette compétition réservée aux joueurs évoluant dans leurs championnats et dont l'édition 2018 a été remportée le 4 février dernier par le Maroc, hôte de la compétition. Le technicien guinéen cumulait les fonctions d'entraîneur de l'équipe nationale et sélectionneur des A. Absente de la CAN 2017, la Guinée s'est fixée comme premier objectif de retrouver la phase finale de la prochaine édition prévue en juin prochain au Cameroun.

MAN UTD

Mourinho voit Ibrahimovic partir

Pour José Mourinho, Zlatan Ibrahimovic (36 ans, 5 apparitions en Premier League cette saison) quittera Manchester United à l'issue de la saison. L'entraîneur des Red Devils voit l'attaquant suédois partir au terme de son contrat en juin. "Pour Zlatan, nous pensons tous que c'est sa dernière saison à Manchester United", a déclaré le technicien portugais en conférence de presse. Blessé, l'ancien Parisien n'a disputé que sept matchs toutes compétitions confondues cette saison.

ARSENAL

The Sun sans pitié pour Wenger

La chute se poursuit pour Arsenal. En l'espace de quatre jours, les Gunners ont été balayés 3-0 à deux reprises par Manchester City. D'abord dimanche en finale de League Cup puis jeudi en Premier League. 6e du championnat anglais avec 10 points de retard sur le 4e, Tottenham, le club londonien risque de manquer la Ligue des Champions pour la seconde année consécutive. Et dans la presse, le manager Arsène Wenger en prend plein la figure. Ce vendredi matin, la plupart des tabloids britanniques ont réservé une place sur leur Une pour relayer la mine dépitée de l'Alsacien à l'issue du nouveau revers face aux Skyblues. "Le règne de Wenger est mort", enfonce même The Sun. Voilà qui ne va pas réduire les bruits de couloir concernant les éventuels successeurs du technicien français, très clairement sur la sellette.

BARÇA

Un penalty, une 1ère depuis 2 ans !

Le FC Barcelone avait perdu l'habitude... Jeudi en Liga, les Blaugrana ont été rejoints au score par Las Palmas (1-1) sur un penalty transformé par Jonathan Calleri (24 ans, 25 matchs et 6 buts en Liga cette saison). Cela faisait tout simplement deux ans, depuis février 2016 et 79 matchs de Liga, que les coéquipiers de Lionel Messi n'avaient plus été sanctionnés d'un penalty dans le championnat espagnol ! Ironie du sort, c'est pour une

main très discutable du Français Lucas Digne (24 ans, 8 matchs en Liga cette saison) que le Barça a été sanctionné. Après la rencontre, l'entraîneur Ernesto Valverde a d'ailleurs dénoncé un "penalty invisible".

EVERTON

Allardyce confirme pour Mangala...

Blessé à un genou lors de la victoire d'Everton contre Crystal Palace (3-1), le 10 février dernier, et opéré le 28 février, Eliaquim Mangala (27 ans, 2 matchs en Premier League avec Everton cette saison) ne devrait plus porter le maillot des Toffees cette saison. Son entraîneur Sam Allardyce a confirmé l'absence du défenseur central prêté par Manchester City jusqu'à la fin de l'exercice. Un véritable coup dur pour Mangala qui peut faire une croix sur une participation à la Coupe du monde 2018 en Russie avec l'équipe de France.

LIVERPOOL

Les Reds vont encore dépenser !

Déjà très actif cet hiver avec la signature de Virgil van Dijk pour 84 millions d'euros, un record pour un défenseur, Liverpool compte à nouveau faire parler de lui à l'occasion du prochain mercato estival. Après avoir réalisé 44 millions d'euros de bénéfices sur l'exercice 2016-2017 (sans tenir compte donc de la vente de Philippe Coutinho au FC Barcelone pour 120 millions d'euros + 40 M€ de bonus cet hiver), le club de la Mersey a confirmé ses intentions. "La performance sur le terrain et le réinvestissement dans notre équipe sont toujours une priorité et après la signature record du club le mois dernier, nous allons chercher à réinvestir à nouveau cet été", a prévenu le directeur d'exploitation des Reds Andy Hughes, jeudi. Pour rappel, le club de la Mersey s'est déjà assuré l'été dernier la signature du milieu de terrain Naby Keita (RB Leipzig) à partir de la saison prochaine pour un montant estimé à 65 millions d'euros.

BAYERN MUNICH

Heynckes recadre Lewandowski

Rude semaine pour Robert Lewandowski, le buteur vedette du Bayern Munich. Après son altercation à l'entraînement avec son coéquipier Mats Hummels, qui lui reprochait son manque d'implication, l'attaquant polonais a eu le droit à un recadrage public de son entraîneur, Jupp Heynckes. "Il serait bien inspiré de se concentrer sur le Bayern Munich, lui a suggéré le technicien. Si nous voulons aller loin en Ligue des champions, ça doit fonctionner dans le secteur offensif. Ce serait mieux de ne pas trop discuter de ça (du transfert, ndr)." Interrogé sur les rumeurs de départ du joueur vers le Real Madrid, Heynckes a été clair. "Je ne sais pas si ce sont des spéculations ou des rêves, je n'ai aucune information. Mais quand tu joues au Bayern, tu as déjà atteint le sommet (...) Il n'y a pas d'autre club comme le FC Bayern."

FOOT - CROATIE

Modric inculpé

Le milieu de terrain croate du Real Madrid a été inculpé vendredi par la justice de son pays. Il est soupçonné d'avoir menti à la justice dans un scandale de corruption concernant le football de la Croatie. L'inculpation du capitaine de la sélection croate survient un peu plus de trois mois avant le Mondial en Russie, dont il est annoncé comme l'une des têtes d'affiche. Si Luka Modric ne risque pas l'arrestation en l'état de la procédure, le délit de faux témoignage est passible en Croatie de six mois à cinq ans de prison. Le joueur vit un début d'année difficile en dehors des terrains : début janvier, il a dû verser un million d'euros au fisc espagnol qui l'accuse d'avoir utilisé une société basée au Luxembourg pour éviter de payer des impôts, en 2013 et 2014. L'inculpation par la justice croate est liée à la signature de son premier contrat professionnel au Dinamo Zagreb en 2004.

France - 28^e journée

Vendredi

Nice - Lille 2-1
Monaco - Bordeaux 2-1

Samedi

16h Troyes - Paris-SG
19h Amiens - Rennes
Angers - Guingamp
Saint-Étienne - Dijon

Metz - Toulouse

Dimanche

14h Caen - Strasbourg
16h Montpellier - Lyon
20h Marseille - Nantes
Angleterre - 29e journée

Samedi

12h30 Burnley - Everton
15h Tottenham - Huddersfield
Leicester - Bournemouth
Watford - West Brom
Swansea - West Ham
Southampton - Stoke
17h30 Liverpool - Newcastle

Dimanche

13h30 Brighton - Arsenal
16h Manchester City - Chelsea
Lundi
20h Crystal Palace - Man United

Espagne - 27^e journée

Samedi

12h Villarreal - Gérone
15h15 Séville FC - Athletic Bilbao
17h30 Leganés - Malaga
La Corogne - Eibar
19h45 Real Madrid - Getafe

Dimanche

11h Levante - Espanyol
15h15 FC Barcelone - Atlético Madrid
17h30 Real Sociedad - Alavés
19h45 Valence - Bétis Séville

Lundi

20h Celta Vigo - Las Palmas

Italie - 27^e journée

Samedi

14h Spal - Bologne
17h Lazio Rome - Juventus
19h45 Naples - AS Rome

Dimanche

11h30 Genoa - Cagliari
14h Atalanta - Sampdoria
Torino - Crotone
Udinese - Fiorentina
Chievo Vérone - Sassuolo
Benevento - Hellas Vérone
19h45 AC Milan - Inter Milan

Allemagne - 25^e journée

Vendredi

M'Gladbach - Werder Brême 2-2

Samedi

14h30 Schalke - Hertha Berlin
Eintracht Francfort - Hanovre
Wolfsburg - Leverkusen
Augsbourg - Hoffenheim
Hambourg - Mayence
17h30 RB Leipzig - Dortmund
Dimanche
14h30 FC Cologne - Stuttgart
17h Fribourg - Bayern Munich

FOOT - ANDERLECHT

Kara Mbodj forfait pour le Mondial ?

Le manager d'Anderlecht, Hein Vanhaezebrouck, se demande si Kara Mbodj pourrait rejouer cette saison, vu l'état de son genou. La participation du défenseur sénégalais au Mondial est donc incertaine.

— ADAMA COLY

Le Sénégal a vraiment de quoi être très inquiet, à l'approche de la Coupe du monde 2018. Les nouvelles venant de Serigne Modou Kara Mbodj sont très inquiétantes et risquent de faire froid au dos des supporters et du sélectionneur national Aliou Cissé. L'information est que l'état de santé du défenseur central des Lions, qui évolue à Anderlecht (Jupiler Pro League, Belgique), n'est pas rassurante. Opéré du genou et écarté des pelouses depuis décembre dernier, le joueur formé à l'Institut Diambars de Saly Portudal est loin de retrouver les compétitions. Il n'est pas encore prêt à faire son retour sur les terrains et sa



saison est peut-être terminée, si l'on entend les déclarations du manager des Mauves rapportées par walfoot.be. "Son traitement a commencé il y a huit semaines et nous ne voyons encore aucune amélioration", a déploré Hein Vanhaezebrouck en conférence de presse.

Les soucis de genou de Kara Mbodj continuent donc à inquiéter, à Anderlecht. Et vu son état qui n'évolue pas dans le bon sens, il se peut même que l'ancien sociétaire du Racing club de Genk repasse sur le billard. Et là, on craint qu'il ne refoule plus les pelouses jusqu'à la fin du présent exercice. "Il aura peut-être même besoin d'une nouvelle intervention. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne sera pas remis

avant les play-offs... Mais je commence même à me demander s'il rejouera cette saison", a lâché le manager.

Si un tel scénario survient, le joueur passé par Tromsø IL (D1, Norvège), qui rêve d'une première Coupe du monde, pourrait mettre une croix sur sa participation à Russie-2018, durant l'été. "C'est tout de même Anderlecht qui le paie, non ?", souligne l'entraîneur des Mauves. Hein Vanhaezebrouck pense déjà à un coup dur qui pourrait frapper son joueur. "Ce serait regrettable qu'il ne joue plus de la saison pour pouvoir jouer le Mondial", s'est-il lamenté. Kara Mbodj est un titulaire indiscutable dans la sélection de Aliou Cissé. ■

FOOT - LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS - HOROYA AC

Le coach craint le manque de fraîcheur de ses joueurs

L'équipe du Horoya AC qui a enchaîné six matches en 25 jours pourrait manquer de fraîcheur physique, mardi contre Génération Foot en match aller du premier tour des éliminatoires de la Ligue africaine des champions, a déclaré son entraîneur Victor Zvunka. "On a eu une semaine difficile, il y a un match qui nous attend mardi et

dans la tête de pas mal de joueurs ça doit être compliqué, ça c'est sûr (...). On n'a pas mis le volume de jeu qu'il fallait mais vous savez, je m'en doutais un peu. C'est le sixième match qu'on joue en 25 jours", a expliqué le technicien français à la presse guinéenne.

L'entraîneur du Horoya AC réagissait après le revers (1-2) enregistré

par son équipe contre le FC Gangan lors du championnat guinéen. "On n'a pas été à la hauteur de l'événement et on n'a pas fait le match qu'il fallait", a-t-il avancé en guise d'explication après la première défaite de la saison de son équipe.

Parlant du programme des deux équipes, il estime que celui de Génération Foot permet plus de récupération. Pour lui, Génération Foot exemptée de compétition ce week-end mais qui a toutefois joué mercredi contre Wally Daan 4-0, pourrait arriver avec une meilleure fraîcheur physique. "Quand Génération Foot ne joue pas pendant quinze jours et

qu'ils ont un match par semaine, c'est sûr que c'est plus facile pour la récupération. Je ne suis pas en train de trouver une excuse mais quand on est entraîneur, on a l'habitude de gérer toutes ses choses et de savoir qu'à un moment donné, ils peuvent être un peu fatigués. Donc, si on ne leur donne pas un peu de repos, c'est un peu dur", a expliqué Victor Zvunka.

L'équipe de Génération Foot est attendue à Conakry, ce vendredi où elle doit jouer pour la manche aller du 1-er tour des éliminatoires de la Ligue africaine des champions. ■ (APS)

LIGUE 1 - 15^E JOURNÉE

Sonacos pour se rapprocher de GF

La Sonacos de Diourbel profitera de l'exemption du leader, Génération Foot (GF), pour réduire son retard lors de la réception de Teungueth Fc, en match de la 15e journée de Ligue 1.

— LOUIS GEORGES DIATTA

La 15e journée de Ligue 1 sénégalaise se jouera sans le leader Génération Foot (27 points) exempté. Malgré tout, les Académiciens de Déné Birame Ndao continueront à occuper la tête du championnat, grâce à leurs cinq points d'avance sur leur dauphin, Sonacos de Diourbel (2e, 22 pts). Néanmoins, les Huiliers vont en profiter pour se rapprocher davantage de GF. Pour cela, le club diourbellois doit s'imposer face à Teungueth Fc (9e, 18 pts), ce samedi, au stade Lamine Guèye de Kaolack. Le coach Cheikh Guèye peut compter sur la bonne dynamique de ses joueurs qui n'ont plus perdu depuis trois matches (2 victoires et 1 nul). En 7 rencontres à domicile, les Diourbellois n'ont concédé qu'une seule défaite (0-1, contre le Jaraaf) et obtenu 4 victoires et 2 nuls. Les Rufisquois sont donc avertis. Ces derniers ont besoin des trois points pour remonter dans la première partie du tableau de classement.

Le Jaraaf de Dakar (3e, 21 pts),



qui joue le lendemain dimanche, gardera les oreilles bien tendues du côté de Kaolack. Au cas où la Sonacos ne gagne pas contre Tfc, le club de la Médina aura un grand coup à jouer face à la Linguère (6e, 19 pts). Les "Vert et blanc" pourraient éjecter les Huiliers de la deuxième place, en cas de victoire au stade Mawade Wade. Mais les Saint-Louisiens, vainqueurs de Gfc la journée passée, essayeront de rééditer cette performance pour s'approcher du podium.

Ndiambour défie Dsc

Le Ndiambour de Louga a retrouvé

le sourire grâce à ses deux victoires successives lors de ses dernières sorties (1-0 et 2-1, respectivement contre Tfc et Uso). Pour cette journée, les Lougatois se déplaceront au stade Léopold Sédar Senghor pour affronter Dakar Sacré-Cœur (12e, 12 pts). Les Académiciens, également, ont retrouvé l'adresse devant les cages qui leur faisait défaut en début de saison. Dernièrement, les protégés du coach Bruno Rohart sont allés battre (1-3) le Casa Sport à Ziguinchor. Ils sont bien partis pour sortir de la zone de relégation. Les deux équipes ont chacune enregis-

tré, ces derniers jours, l'arrivée de joueurs provenant de l'effectif de Guédiawaye Fc, version Jamil Faye.

Un peu plus tôt sur la même pelouse, l'As Douanes (5e, 20 pts) accueille la lanterne rouge, Us Ouakam (15e, 2 pts).

Diambars guette Gfc Pro

Diambars de Saly (13e, 9 pts) a lancé sa saison lors de la 13e journée, en obtenant sa première victoire (3-0) face au Ndiambour. Après le nul (0-0, 14e j.) sur le terrain de la Sonacos de Diourbel, les Académiciens de Saly tenteront d'enregistrer leur deuxième succès, ce dimanche à domicile, contre Guédiawaye Fc Pro (14e, 6 pts). Les Crabes, désormais entraînés par Malick Diop, battus ce jeudi par Niary Tally (2-0, match retard de la 12e j.), essayeront de limiter les dégâts.

Le Casa Sport (10e, 15 pts), mal-en-point (2 défaites successives), se déplace au stade Caroline Faye, samedi, pour affronter Mbour Petite Côte (7e, 18 pts). ■

PROGRAMME

Samedi

Stade Amadou Barry

16h30 Teungueth Fc - Sonacos

Stade Caroline Faye

17h Mbour Pc - Casa Sport

Dimanche

Stade Léopold Sédar Senghor

16h As Douanes - Us Ouakam

18h Dakar Sacré-Cœur - Ndiambour

BRÈVES...

FOOT - SOUTIENS

La FSF sort encore le chéquier

La Fédération sénégalaise de football (FSF) a décidé d'octroyer un appui financier à des structures. L'Organisme national de Coordination des Activités de Vacances (ONCAV) va bénéficier de 3 millions F Cfa. L'Union des Associations sportives scolaires et universitaires (UASSU), la Fédération sénégalaise des Sports travaillistes (FSST), l'Association nationale de la presse sportive du Sénégal (ANPS), le Comité des supporters "Allez Casa", le 12e Gaïndé auront chacun un million. Le montant total est de 8 millions. La FSF va également octroyer un troisième soutien financier d'un montant de 3 millions à Génération Foot. C'est pour permettre au champion du Sénégal de mieux préparer le match aller des 16es de finale de la Ligue des champions 2018 de la CAF. La rencontre contre Horoya AC est prévue le 6 mars à Conakry.

FOOT - LIGUE 1 - METZ

Sans Diagne face à Toulouse

Fallou Diagne va manquer le match contre Toulouse FC, comptant pour la 28e journée de Ligue 1 française. Le défenseur central sénégalais des Grenats est déclaré forfait. L'ancien arrière de Rennes souffre des ischio-jambiers. Son compatriote Lemouya Goudiabi est en phase de reprise. Pouvant jouer en défense et au milieu, Goudiaby était le capitaine de Génération Foot.

TIR ET CHASSE

Retour sur le terrain

Après son assemblée générale extraordinaire suivie de celle ordinaire, la Fédération sénégalaise de tir et chasse (FSTC) va retrouver le terrain ce week-end. Elle organise une compétition nationale dédiée au Directeur général de la Sureté nationale, M. Baal. Le tournoi se tient samedi 3 et dimanche 4 mars 2018. Cette compétition de tir au pistolet P 22, 25 m et 50 m hommes et dames se tiendra au Camp Abdou Diassé (Dakar). Les éliminatoires se feront le samedi, et les finales se tiendront le dimanche de 9 heures à 15 heures. Toutes les dispositions ont été prises par le vice président de la FSTC, Rabi Fakhri, responsable et président du club Kew. A signaler que la Police s'est affiliée à la FSTC et sera aux pas de tir de cette prestigieuse compétition où des invités de marque sont prévus.

Stade Fodé Wade

16h30 Diambars - Guédiawaye Fc Pro

Stade Mawade Wade

17h Linguère - Jaraaf

Lundi

Stade Alassane Djigo

18h Niary Tally - Stade de Mbour

Exempté : Génération Foot

Ligue 2 - 14^e journée

Samedi

Stade Caroline Faye

15h30 Keur Madior - Ndar Guedj

Stade Massène Sène

17h El Fatick - Yeggo

Dimanche

Stade Amadou Barry

15h Duc - Us Gorée

17h Port - Africa Promo Foot

Stade Alassane Djigo

15h30 Renaissance - Ol. de Ngor

18h As Pikine - Jamono Fatik

Stade municipal Mbour

16h30 Etics - Cayor Foot